



LE DÉVELOPPEMENT DURABLE COMMENCE PAR L'ÉDUCATION

Comment l'éducation peut contribuer à la réalisation des objectifs proposés pour l'après 2015

© UNESCO/Karel Prinsloo/ARETE



L'éducation est un droit fondamental et le socle du progrès dans tous les pays. Les parents ont besoin d'informations en matière de santé et de nutrition pour offrir un bon départ à leurs enfants. Les pays prospères sont tributaires d'une main d'oeuvre qualifiée et instruite. Les défis posés par l'éradication de la pauvreté, la lutte contre le changement climatique et la réalisation d'un développement réellement durable dans les décennies à venir nous obligent à travailler la main dans la main. Grâce aux partenariats, au leadership et à des investissements judicieux dans l'éducation, nous pouvons transformer les vies des individus, les économies nationales et le monde dans lequel nous vivons.

— BAN KI-MOON, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

**EFA
GMR** RAPPORT
MONDIAL
DE SUIVI SUR
L'ÉDUCATION
POUR TOUS



Initiative mondiale pour l'éducation avant tout

Initiative mondiale du Secrétaire général de l'ONU pour l'éducation

Le développement durable après 2015 commence par l'éducation

Cela fait plus d'un demi-siècle que l'éducation est reconnue comme un droit humain fondamental par la communauté internationale. En 2000, celle-ci adoptait les Objectifs du Millénaire pour le développement, qui consacrent l'éducation comme un moyen indispensable pour les individus de réaliser leurs capacités, et font une priorité de l'achèvement des études primaires.

En dépit de la centralité accordée à l'éducation dans les traités, pactes et accords, le potentiel de **l'éducation comme catalyseur du développement** n'est pas encore pleinement reconnu par la communauté internationale. Si, depuis 2000, de nombreux gouvernements nationaux ont renforcé leur engagement envers l'éducation et le soutien qu'ils lui apportent, l'importance qui lui est accordée parmi les donateurs et dans de nombreux pays reste vulnérable devant les fluctuations, qu'elles soient d'ordre financier ou autre.

Au cours des prochains mois, la communauté internationale ouvrira un espace de reconsidération de ses engagements et obligations envers les jeunes et les marginalisés dans le monde, qui ont tant de mal à faire entendre leur voix. Il est impératif que toutes les parties prenantes intéressées, agissant de concert, s'engagent à exploiter le pouvoir transformateur de l'éducation.

On peut considérer comme une étape importante le document final du Groupe de travail ouvert sur les **objectifs de développement durable** (publié en juillet 2014), qui réaffirme que l'éducation n'est pas seulement une fin en soi, mais aussi un moyen de réaliser un vaste programme mondial. Le présent document d'orientation offre un bref aperçu, étayé par des données factuelles, des nombreuses façons dont l'éducation est à même de faire progresser les objectifs du développement proposés pour l'après 2015. Il souligne qu'on ne peut réellement parvenir au développement durable que par des efforts globaux et transsectoriels qui commencent par l'éducation.



Les plus grands changements ne s'obtiendront pas par des actions solitaires, mais par la collaboration résolue des dirigeants et des communautés. Cette brochure vient nous rappeler que seule une collaboration véritable peut apporter de réels progrès dans la réalisation des nouveaux objectifs mondiaux du développement durable. Sages-femmes, enseignants, responsables politiques, économistes et activistes, tous doivent trouver un terrain d'entente dans leurs efforts pour introduire des changements novateurs et durables.



— AMINA J. MOHAMMED, Conseillère spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour l'après-2015

RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

OBJECTIF PROPOSÉ 1 > Mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes et partout

La part de la population vivant avec moins de 1,25 dollars EU par jour dans les pays en développement n'a baissé que de 47 % en 1990 à 22 % en 2010 et on estime que près d'un milliard de personnes vivront encore dans l'extrême pauvreté en 2015. Le Groupe de travail ouvert propose d'éradiquer l'extrême pauvreté d'ici à 2030.

L'éducation est l'une des stratégies permettant d'atteindre cet objectif. Elle y conduit indirectement, en abaissant les taux de fécondité et le nombre des personnes à charge dans chaque famille. Mais elle apporte aussi directement les compétences nécessaires pour accroître ses revenus.

L'éducation permet aux employés du secteur formel d'obtenir de meilleurs salaires. Les personnes plus instruites occupant un emploi rémunéré perçoivent des salaires plus élevés qui les récompensent pour leur productivité accrue. En moyenne, une année d'éducation augmente les salaires de 10 %. Les rendements de la scolarisation sont plus élevés en Afrique subsaharienne, soulignant la nécessité d'investir dans l'éducation dans cette région.

L'éducation contribue à protéger de l'exploitation les travailleurs des deux sexes en leur donnant davantage de possibilités d'obtenir des contrats sûrs. À El Salvador, 5 % seulement des travailleurs qui n'ont pas achevé le cycle primaire ont un contrat de travail, ce qui les rend assurément vulnérables. À l'inverse, 47 % de ceux qui ont suivi l'enseignement secondaire ont signé un contrat.

L'éducation améliore aussi les moyens d'existence des travailleurs du secteur informel. Beaucoup de pauvres sont employés comme journaliers ou dirigent une micro-entreprise. Plus leur niveau d'études est élevé, plus ils ont de probabilité de créer une entreprise et que celle-ci fasse des bénéfices. En Ouganda, les propriétaires d'entreprises familiales ayant achevé le cycle primaire gagnent 36 % de plus que ceux qui n'ont pas fait d'études, et ceux qui ont achevé le premier cycle du secondaire gagnent 56 % de plus. En Thaïlande, le retour sur le capital des ménages a augmenté de 7 % pour une année d'étude, principalement parce que les ménages instruits tendent à réinvestir leurs profits.

L'éducation améliore les revenus des agriculteurs. Dans les pays à faible revenu, la majeure partie de la population n'est pas salariée et vit de l'agriculture. Un agriculteur instruit est mieux à même d'interpréter les informations nouvelles et d'y réagir, par exemple, pour mieux utiliser les

engrais, prendre des mesures de conservation des sols et de lutte contre l'érosion, cultiver des cultures à forte valeur ajoutée ou introduire de nouvelles variétés de semences.

L'éducation permet aussi aux ménages ruraux de saisir des occasions de diversifier leurs sources de revenu. En Chine, lors de l'ouverture économique du pays, les ménages plus instruits ont investi davantage dans les activités non agricoles.

L'éducation permet d'échapper à la pauvreté chronique.

Pour certains, la pauvreté est une situation transitoire. Mais les plus vulnérables restent pauvres sur de longues durées, voire toute leur vie, et transmettent leur pauvreté à leurs enfants. L'éducation est un moyen essentiel de réduire la pauvreté chronique. L'Éthiopie a réduit la pauvreté de moitié depuis 1995. Le relèvement du niveau éducatif, particulièrement faible dans les zones rurales, a fait la différence. Ainsi, entre 1994 et 2009, les ménages ruraux où le chef de famille avait terminé ses études primaires couraient 16 % moins de risques de vivre dans la pauvreté chronique.

Dans de nombreux milieux, le fait d'arriver jusqu'au premier cycle du secondaire a un impact particulièrement fort. Dans les zones rurales du Viet Nam, les ménages dont le chef de famille a suivi le premier cycle de l'enseignement secondaire ont une probabilité accrue de 24 % de ne pas être pauvres quatre ans plus tard par rapport aux ménages n'ayant pas fait d'études ; pour ceux ayant suivi le deuxième cycle de l'enseignement secondaire, ces probabilités sont accrues de 31 %.

L'éducation est un outil de prévention de la pauvreté intergénérationnelle.

Au Guatemala, le relèvement du niveau d'études et des compétences cognitives des femmes a allongé la scolarité des enfants. Par voie de conséquence, chaque niveau d'étude achevé s'est traduit par une hausse de 10 % des salaires de ces enfants à l'âge adulte, tandis que 14 points supplémentaires obtenus par ces enfants aux tests de compréhension de la lecture, les amenant à la moyenne de 36 points, se sont traduits par un progrès de leurs salaires de 35 %.

Au Sénégal, le fait d'hériter de terres ou d'une maison n'a pas accru la consommation, mais les enfants issus de parents ayant reçu une éducation formelle, quel que soit le niveau, avaient plus de chances de trouver un emploi non agricole et d'échapper ainsi à la pauvreté. En particulier, les fils de mères instruites de zones rurales avaient 27 % de chances supplémentaires de trouver un emploi non agricole.

AMÉLIORATION DE LA NUTRITION

OBJECTIF PROPOSÉ 2 > Éradiquer la faim, garantir la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

La proportion de la population mondiale souffrant de la faim est tombée de 23 % en 1990-92 à 15 % en 2010-12. Il n'en reste pas moins qu'un enfant de moins de 5 ans sur quatre souffre d'un retard de croissance, modéré ou grave – un indicateur de dénutrition chronique, et la cause sous-jacente de plus du tiers de la mortalité infantile dans le monde. Chez les enfants qui survivent, la malnutrition nuit au développement cérébral et à la capacité d'apprentissage.

Mais la solution ne consiste pas simplement à produire plus de nourriture. L'éducation est aussi cruciale. Dans les pays à faible revenu, le nombre d'enfants en retard de croissance baisserait de 1,7 million si toutes les femmes avaient achevé des études primaires, et de 12,2 millions si toutes avaient achevé des études secondaires. En Asie du Sud, on compterait 22 millions d'enfants atteints d'un retard de croissance en moins si toutes les mères avaient atteint le niveau secondaire.

MOUVEMENT SUN (RENFORCEMENT DE LA NUTRITION)

41 pays ont rejoint cette initiative lancée en 2010 par les Nations Unies, et qui a déjà recueilli 25 milliards de dollars EU. Une feuille de route fixe les objectifs et les principes à suivre en vue d'accroître l'aide internationale au niveau national, améliorer l'efficacité des gouvernements et de leurs soutiens. *gobiernos y quienes los apoyan logren mejores resultados.*

L'éducation encourage les parents à adopter des pratiques adéquates de santé et d'hygiène. Dès l'âge de un an, quand les effets négatifs de la malnutrition sur les perspectives de vie deviennent sans doute irréversibles, les enfants dont les mères ont suivi le premier cycle du secondaire ont 48 % de probabilité de moins d'être trop petits dans l'Andhra Pradesh, en Inde, et 60 % au Pérou, par rapport à ceux dont les mères ne sont pas instruites, compte tenu d'autres facteurs liés à une meilleure nutrition, comme la taille de la mère, les pratiques d'allaitement, l'eau et l'assainissement et la situation financière du ménage.

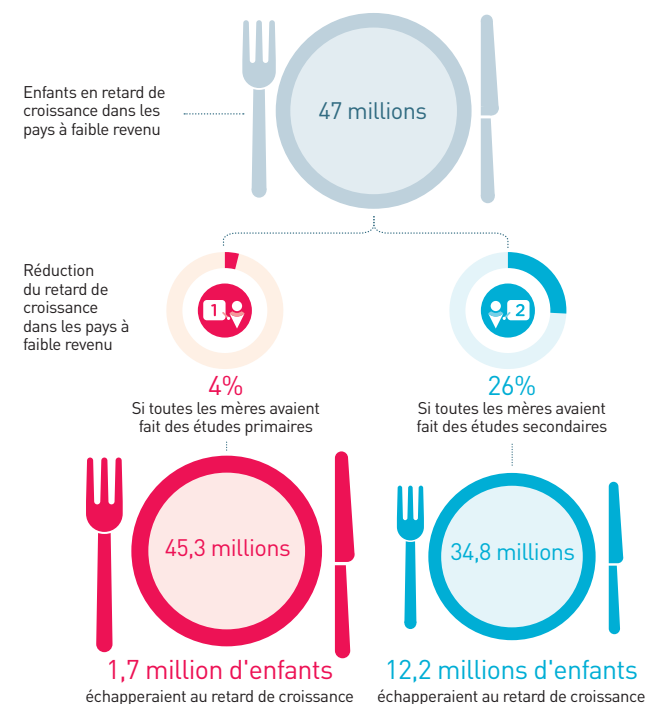
DÉFI « FAIM ZÉRO »

Lancée en juin 2012 au Sommet Rio+20, cette initiative des Nations Unies vise à intensifier les efforts pour éliminer la faim dont souffre, selon les estimations, un milliard d'individus. Elle poursuit cinq objectifs : 100 % d'accès à une alimentation adéquate toute l'année ; zéro enfant de moins de deux ans souffrant d'un retard de croissance ; systèmes agro-alimentaires durables ; augmentation de 100 % de la productivité et des revenus des petits exploitants ; zéro perte ou gaspillage de produits alimentaires.

L'éducation aide à assurer une alimentation variée contenant les micronutriments essentiels. Les jeunes enfants carencés en vitamine A et en fer ont plus de probabilité de souffrir de malnutrition et sont plus vulnérables aux infections et à l'anémie. Au Bangladesh, lorsque les deux parents ont suivi un enseignement secondaire, le régime alimentaire de la famille était 10 % plus varié que lorsque aucun des deux n'avait été à l'école. En Indonésie, 51 % seulement des ménages où la mère n'est pas instruite consomment du sel iodé, contre 95 % des ménages où la mère a achevé le premier cycle de l'enseignement secondaire. De même, 41 % seulement des ménages où la mère n'est pas instruite ont proposé une supplémentation en vitamine A à leurs enfants au cours du semestre écoulé, contre 61 % des ménages où la mère a achevé le premier cycle de l'enseignement secondaire.

Dans les pays à haut revenu, l'éducation aide à lutter contre l'obésité. L'obésité, cette autre manifestation de la malnutrition, a progressé dans de nombreux pays riches, notamment chez les enfants. Les données recueillies en Australie, au Canada, en République de Corée et au Royaume-Uni montrent que l'éducation contribue à réduire les niveaux d'obésité. Les conseils incitant à manger sainement et à surveiller son poids tendent à être plus efficaces chez les personnes plus instruites.

L'ÉDUCATION DES MÈRES AMÉLIORE LA NUTRITION DES ENFANTS



Sources : analyse de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'EPT, fondée sur les données des enquêtes démographiques et de santé 2005-2011 ; UNICEF (2012a).

GAINS DE SANTÉ

OBJECTIF PROPOSÉ 3 > Garantir la santé et promouvoir le bien-être de tous, à tous les âges

Les responsables politiques qui s'intéressent à la santé négligent souvent le fait que l'éducation constitue à elle seule une intervention sanitaire. Les personnes instruites sont mieux informées sur les maladies spécifiques et peuvent donc agir pour les éviter dès les premiers symptômes. Elles utilisent aussi plus souvent et plus efficacement les services sanitaires. Cela tient en partie – quoique non exclusivement – au fait qu'elles ont des moyens financiers accrus à consacrer aux soins de santé, sont moins exposées à des conditions de travail et de vie pouvant nuire à leur santé ou créer du stress, et imitent les bonnes habitudes sanitaires de leurs pairs. Les personnes instruites s'estiment plus capables d'atteindre des objectifs et se fient davantage à leur capacité d'apporter les changements nécessaires dans leur mode de vie. Mais surtout, les personnes instruites ont généralement des enfants en meilleure santé.

L'éducation des mères a sauvé des millions de vies

d'enfants. Entre 1990 et 2012, le nombre total d'enfants qui meurent avant leur cinquième anniversaire a baissé de 12,6 à 6,6 millions, dont 6,1 millions dans les pays à faible revenu et à revenu moyen inférieur. L'éducation maternelle compte pour moitié dans la totalité des vies épargnées grâce à cette baisse de la mortalité infantile, la croissance économique comptant pour moins du dixième. Pour éliminer les décès d'enfants évitables d'ici à 2030, il est urgent d'agir, et l'éducation doit être un élément de cette action. Si toutes les femmes des pays à faible revenu et à revenu moyen inférieur achevaient l'enseignement secondaire, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans baisserait de 49 %, ce qui épargnerait chaque année 3 millions de vies humaines.

Les mères instruites ont plus de chances de se faire assister lors de l'accouchement par une sage-femme ou **une accoucheuse qualifiée**. Près de 40 % des décès d'enfants de moins de 5 ans se produisent au cours des 28 jours suivant la naissance, dans la plupart des cas à cause de complications au moment de l'accouchement. Une mère alphabétisée a en moyenne 23 % plus de probabilités d'être assistée par une sage-femme qualifiée.

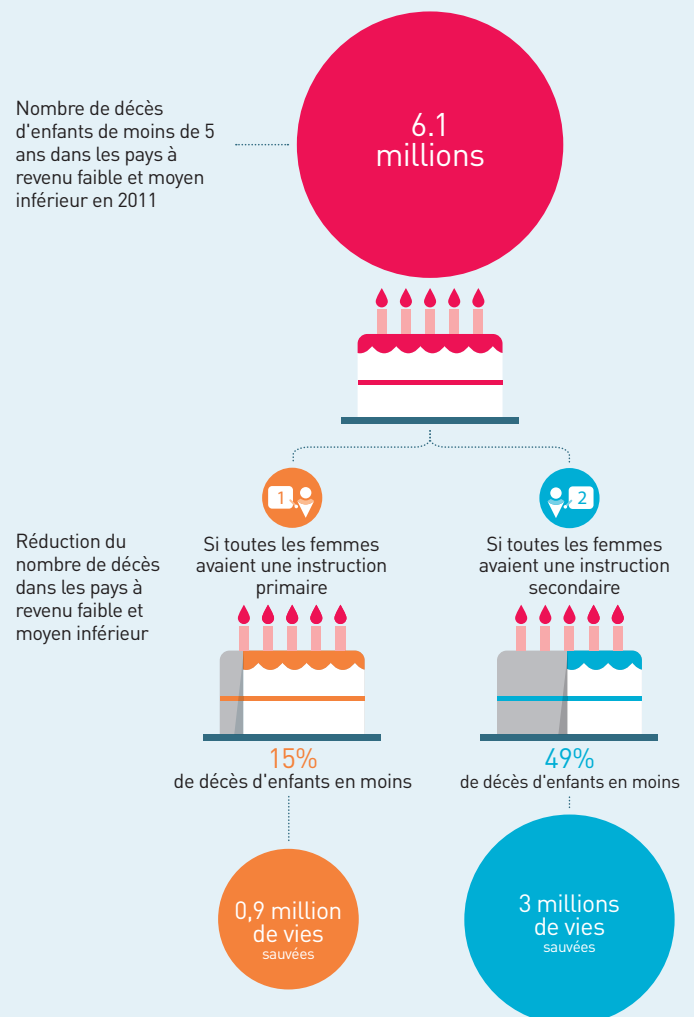
Les mères instruites ont aussi plus de probabilités de **faire vacciner** leurs enfants. Ainsi, si toutes les femmes des pays à revenu faible et moyen inférieur avaient achevé une scolarité secondaire, la probabilité que leurs enfants soient vaccinés contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche augmenterait de 43 %, même en tenant compte d'autres facteurs comme la situation financière du ménage ou le niveau d'instruction moyen dans la communauté.

La pneumonie est la première cause de mortalité infantile, soit 18 % du nombre total de cas au niveau mondial. Une seule année de scolarité supplémentaire de la mère se traduit par une baisse de 14 % du taux de mortalité due à la **pneumonie**, soit 170 000 enfants sauvés chaque année.

L'éducation maternelle influe sur tous les facteurs qui exposent le plus les enfants au risque de mourir de pneumonie, y compris la non-vaccination des enfants contre la rougeole ou l'utilisation d'un poêle traditionnel qui émet des fumées et des particules fines nocives.

De même, les mères instruites peuvent prévenir et traiter la **diarrhée** infantile, troisième cause de mortalité chez l'enfant, soit 0,8 million ou 11 % des cas de décès d'enfants.

UN NIVEAU D'INSTRUCTION PLUS ÉLEVÉ RÉDUIT LES DÉCÈS D'ENFANTS ÉVITABLES



Sources : Gakidou [2013] ; estimations effectuées par le Groupe inter-agences sur la mortalité infantile [2012].

Si toutes les femmes achevaient des études secondaires, l'incidence déclarée de la diarrhée chuterait de 30 % dans les pays à revenu faible et moyen inférieur. Une mère instruite dont l'enfant présente les symptômes de la diarrhée a plus de probabilités de lui administrer une solution de réhydratation orale et de continuer à l'allaiter.

En plus de contribuer à la survie de leurs enfants, l'éducation joue un rôle majeur en aidant les mères elles-mêmes à survivre aux risques de la grossesse et de l'accouchement. Entre 1990 et 2010, le taux de **mortalité maternelle** n'a chuté que de 3,1 % par an en moyenne, ce qui est très inférieur à la baisse de 5,5 % requise pour atteindre l'objectif mondial. En 2010, le taux de mortalité maternelle était de 210 décès pour 100 000 naissances vivantes, l'objectif post-2015 étant de le faire passer à 70 d'ici à 2030. Chez les femmes instruites, la probabilité est plus élevée qu'elles adoptent des pratiques d'hygiène simples et peu coûteuses, réagissent aux symptômes alarmants comme les saignements ou l'hypertension, et décident des méthodes et du lieu lorsqu'elles font pratiquer un avortement. Si toutes les femmes avaient achevé une scolarité primaire, la mortalité maternelle aurait chuté de 210 à 71 décès pour 100 000 naissances vivantes, soit une baisse de 66 %.

EVERY WOMAN EVERY CHILD

Cette initiative, pilotée par le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon, a été lancée en septembre 2010 au Sommet sur les Objectifs du Millénaire pour le développement, afin de mobiliser et d'intensifier l'action mondiale en faveur de la santé des femmes et des enfants. Au-delà des engagements financiers, les partenaires de l'initiative ont apporté des mécanismes innovants de reddition des comptes en matière de ressources et de résultats, et permis un accès plus économique aux médicaments, aux produits sanitaires et à des applications mobiles de santé révolutionnaires. Ils ont intensifié leurs efforts en vue de mettre fin aux décès d'enfants évitables et d'assurer un accès équitable à la planification familiale volontaire et à la vaccination.

L'éducation joue un rôle majeur dans la prévention des

maladies. Selon l'Enquête sur la santé dans le monde, le fait d'avoir achevé le premier cycle du secondaire donne 18 % de chances supplémentaires de ne pas se déclarer en mauvaise santé, par rapport à un individu non instruit ou n'ayant pas achevé l'enseignement primaire.

Le **paludisme** est l'une des maladies les plus meurtrières du monde, mais aussi l'une des plus évitables. Un meilleur accès à l'éducation ne saurait remplacer la nécessité d'investir dans des médicaments et dans des moustiquaires imprégnés d'insecticides – l'un des moyens les plus économiques de prévenir le paludisme –, mais elle a un rôle crucial à jouer en complément de ces mesures.

En République démocratique du Congo, pays où survient un cinquième des décès dus au paludisme dans le monde, la probabilité de dormir sous une moustiquaire augmente d'environ 75 % lorsque le chef de famille a achevé le cycle primaire, même en tenant compte d'autres facteurs possibles. Selon une analyse effectuée dans 11 pays d'Afrique subsaharienne, dans les zones où le risque de transmission est élevé, le risque que les enfants soient infectés décroît de 22 % si les mères ont suivi un enseignement primaire et de 36 % si elles ont poursuivi leurs études dans le secondaire.

Dans les premières phases de **l'épidémie de VIH/sida**, quand les informations sur le VIH étaient rares, les plus instruits étaient plus vulnérables au virus. Depuis lors, ils tendent cependant à éviter les comportements à risque, car ils en comprennent mieux les conséquences, et les femmes contrôlent mieux leurs rapports sexuels. Aux phases ultérieures de l'épidémie, les mieux instruits sont moins exposés au risque d'être infectés dans 17 pays d'Afrique subsaharienne. L'éducation est évoquée pour expliquer le déclin remarquablement rapide des taux d'infection au Zimbabwe : en 2010, 75 % des femmes âgées de 15 à 24 ans avaient achevé le premier cycle du secondaire et le taux de prévalence du VIH était tombé de son pic de 29 % en 1997 à moins de 14 %, soit un recul quatre fois plus rapide qu'au Malawi et en Zambie où moins de la moitié des jeunes femmes avaient achevé le premier cycle de l'enseignement secondaire.

Selon l'Étude sur la charge mondiale de la morbidité 2010, les maladies cardiaques ischémiques sont au premier ou au deuxième rang des causes de mortalité pour toutes les régions à l'exception de l'Afrique subsaharienne. Le cancer du poumon vient au cinquième rang pour les hommes et au dixième rang pour les femmes. Cette préoccupation d'ampleur mondiale a débouché sur la proposition d'une cible consistant à réduire d'un tiers d'ici à 2030 la mortalité prématurée causée par les **maladies non transmissibles**. Le tabagisme est la principale cause de décès évitable dans le monde, mais sa consommation augmente, notamment dans les pays plus pauvres.

L'éducation est un outil puissant. Aux États-Unis, les plus instruits avaient plus de probabilités de fumer dans les années 1950, mais ils ont été aussi plus rapides à modifier leurs comportements lorsqu'ils ont commencé à circuler des informations sur les dommages du tabagisme. En 2000, la probabilité que les plus instruits fument avait décru d'au moins 10 points de pourcentage par rapport aux moins instruits. L'Enquête mondiale sur le tabagisme des adultes a montré qu'au Bangladesh, en Égypte et aux Philippines, la probabilité que des individus n'ayant pas achevé l'enseignement secondaire fument est plus de deux fois supérieure à celles des individus ayant fait des études supérieures.

OFFRE ÉDUCATIVE

OBJECTIF PROPOSÉ 4 > Assurer une éducation inclusive, équitable et de qualité et promouvoir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous

S'ajoutant aux priorités non réalisées de l'Éducation pour tous, l'objectif primordial du développement durable 4 renferme un agenda de l'éducation plus ambitieux et transformateur. Il s'agit de permettre à tous les jeunes d'achever un cycle d'éducation de base comprenant une éducation préprimaire de qualité, d'acquérir des connaissances, des compétences et des aptitudes pour l'emploi, l'entrepreneuriat et la vie courante, de bénéficier d'un enseignement de qualité et de pratiques pédagogiques inclusives et d'accéder à des possibilités éducatives fondées sur l'équité, la flexibilité et l'adaptabilité. Les cibles associées à cet objectif proposé visent non seulement à orienter le monde vers de meilleurs résultats éducatifs dans de nombreux domaines, mais aussi, ce faisant, à assurer un développement social et économique durable des pays et des communautés.

Les élèves ayant commencé leur apprentissage dès la petite enfance obtiennent de meilleurs résultats à l'école primaire et au-delà et parviennent à de plus hauts niveaux d'études. La stimulation précoce du développement cognitif des enfants a d'importants effets positifs sur leurs trajectoires futures. 21 études réalisées en Amérique latine, en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud et du Sud-est montrent clairement l'impact positif de la stimulation du développement cognitif sur le développement des enfants. Fournir des services d'éducation et de protection de la petite enfance précoces et de qualité a un impact positif plus important sur les enfants des groupes défavorisés, et constitue donc un bon investissement, exerçant une influence positive à long terme sur leur réussite éducative. En Argentine, l'effet d'avoir fréquenté l'enseignement préscolaire sur les résultats aux tests de troisième année était deux fois plus important pour les élèves de milieux défavorisés que pour les autres. Dans les zones rurales du Bangladesh, un projet mis en oeuvre par les ONG locales dans 1 800 établissements préscolaires leur a fourni des matériels de meilleure qualité. Les enfants participants ont de meilleurs résultats en expression orale, en lecture, en écriture et en calcul en deuxième année de primaire que ceux qui n'ont pas fréquenté l'enseignement préscolaire.

Si les apprenants d'aujourd'hui étaient scolarisés plus longtemps, la génération suivante serait plus instruite encore. Les parents qui ont fréquenté l'école ou terminé leurs études sont plus à même d'envoyer leurs propres enfants à l'école. Une analyse de 142 enquêtes démographiques et de santé effectuées dans 56 pays entre 1990 et 2009 montre que pour chaque année d'études supplémentaire de la mère, la scolarité de l'enfant augmente en moyenne de 0,32 année, le bénéfice étant supérieur chez les filles. Dans 24 pays européens, on a noté un lien étroit entre le niveau d'instruction des parents et celui de leurs enfants.

La qualité est cruciale si l'on veut que l'éducation procure ses bienfaits, qui se traduisent par des gains d'efficacité pour les sociétés et les États. L'accès à l'éducation est une condition nécessaire mais non suffisante pour que l'éducation ait un impact positif en termes de développement. Les enfants qui n'apprennent pas du fait de la mauvaise qualité de l'éducation risquent plus que les autres de redoubler une classe et de quitter l'école avant terme. En Éthiopie, en Inde, au Pérou et au Viet Nam, les enfants qui avaient eu de moins bons scores en mathématiques à l'âge de 12 ans risquaient davantage d'avoir renoncé aux études à 15 ans : au Viet Nam, par exemple, près de la moitié des élèves moins performants à 12 ans avaient décroché à 15 ans, contre environ un élève sur cinq chez les plus performants. Il y a aussi un intérêt financier à fournir des écoles de bonne qualité : 129 milliards de dollars EU sont perdus chaque année parce que les enfants sont scolarisés dans des établissements primaires médiocres où ils n'apprennent pas les bases.

Des écoles équitables et inclusives sont indispensables pour obtenir les meilleurs résultats d'apprentissage possibles. Les résultats du Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves indiquent que les systèmes scolaires les plus performants affectent aussi les ressources pédagogiques de manière plus équitable que ceux qui réussissent moins bien. Sur les 13 pays et économies qui ont sensiblement accru leur performance en mathématiques entre 2003 et 2012 dans les enquêtes PISA, trois ont aussi amélioré le degré d'équité dans l'éducation et neuf autres ont aussi préservé leur degré déjà élevé d'équité. Les données recueillies dans 26 pays montrent que le regroupement des élèves selon leurs aptitudes est un facteur qui contribue à l'équité de l'éducation, surtout si cette répartition s'effectue dès le début de la scolarité.

Les programmes d'apprentissage non formel ou de la deuxième chance ouvrent de nouvelles possibilités de s'instruire et d'acquérir des compétences. Les jeunes socialement marginalisés risquent plus que les autres de quitter définitivement le système éducatif formel, ce qui exacerbe les formes de pauvreté les plus enracinées. Dans six pays d'Amérique latine, de nombreux jeunes ayant participé à un programme de la deuxième chance ont acquis les compétences nécessaires pour surmonter leur marginalisation. À la fin du programme, 42 % des 19 600 participants avaient réintégré le système éducatif formel, environ deux fois plus qu'avant sa mise en oeuvre.

Investir dans l'éducation maintenant, en répartissant ces investissements de manière équilibrée entre les niveaux et de manière équitable entre les groupes de la population, améliorera la capacité des systèmes éducatifs à procurer les bienfaits attendus et aura un effet multiplicateur sur l'ensemble de l'agenda du développement durable.

ÉGALITÉ DES SEXES ET AUTONOMISATION

OBJECTIF PROPOSÉ 5 > Parvenir à l'égalité entre les sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

L'éducation peut être un élément du processus de transformation sociale mobilisant les hommes, les femmes, les garçons et les filles pour la création d'une société plus égalitaire. L'éducation autonomise les femmes, leur permettant de surmonter les différentes formes de discrimination sexuelle et d'opérer leurs propres choix de vie en meilleure connaissance de cause. Non seulement l'autonomisation est bénéfique pour les femmes, mais elle améliore aussi les conditions de vie de leurs enfants et renforce la cohésion sociale.

L'éducation devient un passeport permettant aux femmes d'investir le marché du travail. Lorsqu'une société accepte l'emploi formel des femmes, celles qui possèdent plus d'instruction se trouvent en meilleure position pour obtenir un emploi rémunéré. Au Mexique, alors que 39 % des femmes qui ont été scolarisées dans le primaire sont employées, cette proportion passe à 48 % pour celles qui ont fait des études secondaires.

L'éducation aide les femmes à se faire entendre. En Inde, la probabilité de participer au choix de son conjoint est plus forte de 30 % chez les femmes qui ont au moins fait des études secondaires que chez celles qui n'ont aucune instruction.

L'éducation des femmes permet de prévenir le mariage des enfants. Environ 2,9 millions de filles sont mariées avant l'âge de 15 ans en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud et de l'Ouest, soit une fille sur huit dans chaque région. Si toutes les filles faisaient des études secondaires dans ces deux régions, le mariage des enfants reculerait de 64 %, passant de près de 2,9 millions à un peu plus d'un million.

L'éducation permet aux femmes de décider plus librement du moment de leur première grossesse. En Afrique subsaharienne et en Asie du Sud et de l'Ouest, 3,4 millions d'enfants naissent de jeunes filles de moins de 17 ans, ce qui touche une jeune femme sur sept. Dans ces deux régions, si toutes les femmes faisaient des études secondaires, le nombre de grossesses précoces reculerait de 59 %, passant de 3,4 millions à 1,4 million.

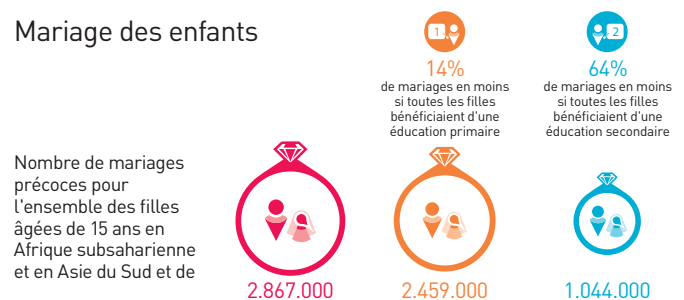
L'éducation renforce la confiance des femmes en elles-mêmes et leur perception de la liberté. En Sierra Leone, où l'essor des possibilités de scolarisation après la guerre civile a entraîné une rapide augmentation de l'instruction reçue par les femmes plus jeunes, une année supplémentaire d'études a fait reculer la tolérance des femmes vis-à-vis de la violence domestique de 36 % à 26 %.

L'éducation influence le choix des femmes quant à la taille de la famille. Au Pakistan, seules 30 % des femmes n'ayant pas fait d'études pensent avoir leur mot à dire sur le nombre d'enfants qu'elles ont, contre 52 % des femmes ayant suivi un enseignement primaire et 63 % de celles ayant suivi le premier cycle du secondaire.

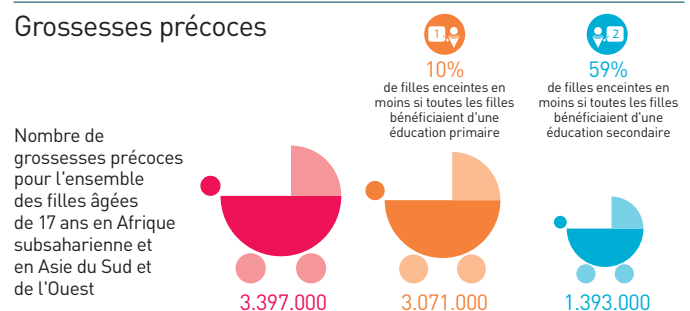
Dans certaines régions, l'éducation a déjà été l'un des facteurs déterminants de la transition démographique – ou de la baisse des taux de fécondité et de mortalité. Au Brésil, le déclin d'environ 70 % de la fécondité intervenu dans les années 1960 et 1970 peut s'expliquer par les progrès de la scolarisation. L'Afrique subsaharienne pourrait suivre le même chemin. Dans cette région, les femmes sans instruction donnent en moyenne naissance à 6,7 enfants, contre 5,8 chez les femmes ayant suivi un enseignement primaire et 3,9 chez celles qui ont suivi des études secondaires. Si toutes les femmes avaient fait des études secondaires, ce nombre chuterait de 37 %, passant de 31 à 19 millions.

LES FEMMES QUI ONT UN NIVEAU ÉDUCATIF PLUS ÉLEVÉ COURENT MOINS LE RISQUE DE SE MARIER OU D'AVOIR DES ENFANTS À UN ÂGE PRÉCOCE

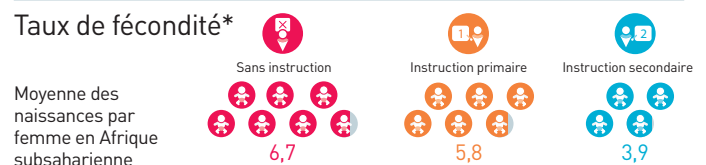
Mariage des enfants



Grossesses précoces



Taux de fécondité*



* Le taux de fécondité est le nombre moyen d'enfants auxquels une femme pourrait donner le jour au cours de son existence.

Sources : calculs de l'Équipe du Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous, basés sur les données des Enquêtes démographiques et de santé 2005-2011 ; Nations Unies (2011) ; World Population Prospects: The 2010 Revision, New York, Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population.

GESTION DURABLE DE L'EAU ET DE L'ÉNERGIE

OBJECTIF PROPOSÉ 6 > Assurer la disponibilité et la gestion durable de l'eau et de l'assainissement pour tous

OBJECTIF PROPOSÉ 7 > Garantir l'accès à une énergie abordable, fiable, durable et moderne pour tous

Les liens entre l'éducation et l'utilisation durable des ressources en eau et en énergie n'ont pas été étudiés de manière très approfondie et varient selon le contexte. On s'est davantage intéressé aux contraintes que fait peser le manque d'accès à l'eau et à l'énergie sur la possibilité pour les enfants d'accéder à l'école (du fait des nombreuses heures dédiées aux corvées) et à l'apprentissage (du fait du manque d'électricité, par exemple).

La probabilité d'avoir recours à différentes méthodes de purification de l'eau en la filtrant ou en la faisant bouillir est également plus élevée chez les ménages instruits. En Inde, la probabilité que l'eau soit purifiée dans les zones urbaines augmente de 9 % lorsque l'adulte le plus instruit a achevé des études primaires et de 22 % lorsque l'adulte le plus instruit a achevé des études secondaires, même en tenant compte de la situation financière du ménage.

APPEL À L'ACTION DANS LE DOMAINE DE L'ASSAINISSEMENT

Lancée par le Vice-Secrétaire général des Nations Unies, cette initiative vise à améliorer l'hygiène, à changer les normes sociales, à mieux gérer les déchets humains et les eaux usées, et, d'ici à 2025, à mettre fin à la pratique de la défécation à l'air libre, qui perpétue le cycle des maladies et de la pauvreté. Ces efforts sont coordonnés par ONU-Eau.

L'éducation peut pourtant avoir une influence sur l'utilisation de ces ressources, notamment dans les régions où elles sont rares. Dans les zones semi-arides de Chine, par exemple, la probabilité que les agriculteurs instruits utilisent les eaux pluviales collectées et une technologie d'irrigation supplémentaire pour atténuer les pénuries d'eau est plus forte.

En renforçant la sensibilisation et le souci de l'environnement, l'éducation peut encourager les populations à réduire leur empreinte écologique par des mesures comme une utilisation plus efficace de l'énergie et de l'eau. Ce comportement revêt une importance croissante dans les pays à revenu élevé où les citoyens sont invités à modifier leur consommation et à prendre d'autres mesures pour limiter la dégradation de l'environnement. Aux Pays-Bas, les personnes d'un niveau d'instruction supérieur tendent à consommer moins d'énergie chez elles, compte tenu de leur revenu. Selon une étude portant sur les ménages de 10 pays de l'OCDE, les personnes plus instruites tendent à économiser l'eau, et des constatations similaires ont été faites en Espagne.

ÉNERGIE DURABLE POUR TOUS

Lancée en 2011 par le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon, cette initiative poursuit trois objectifs devant être atteints d'ici à 2030 : assurer un accès universel aux services énergétiques modernes, doubler le taux général d'amélioration de l'efficacité énergétique et doubler la part des énergies renouvelables dans l'équation énergétique mondiale. 80 pays sont déjà partenaires de l'initiative.

« L'éducation est un des socles du développement durable. Une éducation de qualité, notamment chez les filles, aide non seulement à améliorer la santé et les moyens d'existence, mais aussi à former des citoyens du monde informés et actifs. Éduquer la prochaine génération de dirigeants sur l'importance de préserver notre environnement et de lutter contre le changement climatique est un investissement crucial pour une planète et un avenir durables pour tous. »

— TED TURNER, fondateur et Président de la Fondation pour les Nations Unies

CROISSANCE ÉCONOMIQUE

OBJECTIF PROPOSÉ 8 > Promouvoir une croissance économique soutenue, inclusive, viable, le plein-emploi productif et un travail décent pour tous

OBJECTIF PROPOSÉ 9 > Construire des infrastructures résilientes, promouvoir une industrialisation inclusive et durable et encourager l'innovation

La croissance économique est nécessaire pour faire reculer la pauvreté, même si elle ne suffit pas. L'éducation génère de la productivité qui elle-même alimente la croissance économique. Lorsque le niveau d'instruction moyen de la population d'un pays donné augmente d'une année, la croissance annuelle du PIB par habitant progresse de 2 à 2,5 %. Cela équivaut à une augmentation du revenu par habitant de 26 % en l'espace de 45 ans, durée à peu près équivalente à celle de la vie active. Ces estimations tiennent compte de facteurs tels que le niveau de revenu au début de la période, la part du secteur public dans l'économie et le degré d'ouverture aux échanges.

Les différences de niveau éducatif peuvent expliquer certaines différences de rythme de croissance économique entre les régions. En 1965, le niveau moyen de scolarité était, en Asie de l'Est et dans le Pacifique, supérieur de 2,7 années à celui de l'Afrique subsaharienne. Durant les 45 années qui ont suivi, la croissance annuelle moyenne du revenu par habitant a été de 3,4 % en Asie de l'Est et dans le Pacifique, mais de 0,8 % seulement en Afrique subsaharienne. La différence de niveau d'instruction initial pourrait expliquer à peu près la moitié de la différence dans les taux de croissance.

Des progrès inégaux dans le relèvement des niveaux d'instruction peuvent aussi expliquer les variations des taux de croissance entre pays d'une même région. En Amérique latine et dans les Caraïbes, le nombre moyen d'années de scolarité des adultes est passé de 3,6 en 1965 à 7,5 en 2005. On estime que cela a contribué pour deux tiers au taux de croissance annuel moyen en PNB par habitant de 2,8 % entre 2005 et 2010. Mais tous les pays de la région n'ont pas gardé ce rythme. Au Guatemala, les adultes ne sont restés en moyenne que 3,6 années à l'école en 2005, et la scolarité n'y a augmenté en moyenne que de 2,3 années entre 1965

et 2005, à l'avant-dernier rang de la région. Si le Guatemala avait été conforme à la moyenne régionale, il aurait plus que doublé son taux de croissance annuel moyen entre 2005 et 2010, passant de 1,7 % à 3,6 %, soit 500 dollars EU supplémentaires par personne.

La qualité de l'éducation est vitale pour la croissance économique. Même si c'est important, il ne suffit pas de passer plus de temps à l'école : les enfants doivent aussi apprendre. Certains analystes ont suggéré que l'impact économique de l'éducation ne pouvait être prouvé qu'en effectuant des mesures de la qualité et des résultats de l'apprentissage. Les pays doivent effectuer un suivi de l'apprentissage de leurs élèves sur une période assez longue pour leur permettre d'évaluer les effets de l'éducation sur la croissance économique.

Les données recueillies sur une certaine période de temps sont rares dans les pays à faible et à moyen revenu, mais sont de plus en plus disponibles dans les pays à haut revenu. L'amélioration de la qualité de l'éducation, mesurée approximativement par les résultats de l'apprentissage, a été liée à l'accroissement des taux de croissance du revenu par habitant. Cela suggère que lorsque la qualité de l'éducation est médiocre, le capital de compétences de l'économie est limité et ne peut pas servir de moteur pour la croissance.

Si, pour rattraper la moyenne de l'OCDE, le Mexique avait relevé de 70 points son score au test de mathématiques du programme PISA, son taux de croissance annuel par habitant aurait presque doublé entre 1990 et 2010, passant de 1,5 % à 2,9 %. Ainsi, des réformes d'un coût raisonnable ayant pour effet d'améliorer les résultats et la qualité de l'éducation peuvent accroître les rendements économiques de l'éducation et constituer un bon investissement.

« Chaque enfant devrait avoir la possibilité non seulement d'aller à l'école, mais aussi d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour pouvoir vivre une vie saine et productive, prendre soin de lui-même et de sa famille et devenir un citoyen à part entière. Au niveau national, les pays ont besoin d'une main d'œuvre qualifiée pour permettre à l'agriculture et à l'industrie d'être productives, créer des emplois, favoriser l'innovation et la compétitivité et stimuler une croissance économique bénéfique pour tous. »

— DR. JIM YONG KIM, Président du Groupe de la Banque mondiale

RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

OBJECTIF PROPOSÉ 10 > Réduire les inégalités au sein des pays et d'un pays à l'autre

Dans de nombreux contextes, la répartition des revenus est au départ à peu près égale, l'ensemble de la population étant relativement pauvre. Les inégalités augmentent avec le développement du pays et le transfert de la main d'œuvre vers les secteurs non agricoles, où les salaires sont plus élevés. Ce processus d'accroissement des inégalités s'inverse ensuite progressivement lorsqu'une part suffisante de la population a définitivement quitté l'agriculture.

L'éducation joue un rôle majeur dans ce processus. Elle facilite la transformation structurelle de l'économie et encourage les travailleurs instruits à effectuer leur transition vers le secteur non agricole. L'examen de 64 études confirme qu'une répartition plus équitable des possibilités éducatives réduit les inégalités de revenu.

Élargir l'accès à l'éducation, en permettant notamment au plus grand nombre d'achever une scolarité secondaire, est une condition essentielle de la réduction des inégalités au sein des pays. Dans plusieurs pays, les inégalités de revenu ont baissé lorsque ceux qui avaient le niveau secondaire sont devenus numériquement plus nombreux au sein de la population que ceux qui n'avaient que le niveau primaire. En France, en Malaisie et au Brésil, les inégalités de revenu, mesurées par l'indice de Gini, ont baissé de près de 7 points de pourcentage en vingt ans avec l'augmentation de la part de la population ayant atteint un niveau d'instruction secondaire.

En Malaisie, la part des adultes ayant atteint un niveau d'instruction secondaire est passée de 20 % en 1980 à 48 % en 2000 ; au cours de la même période, le coefficient de Gini a baissé de 0,51 à 0,44 (voir la figure ci-contre).

Pour réduire les inégalités de revenu au sein des pays, il faut veiller à ce qu'un plus large partie de la population bénéficie d'une instruction secondaire, mais cela ne suffit pas : le résultat dépend aussi des perspectives offertes par le marché du travail. Entre 1990 et 2010, les inégalités de revenu se sont creusées non seulement dans les pays à haut revenu, mais aussi dans les pays à revenu intermédiaire, notamment en Chine et en Inde, où la demande de qualifications a dépassé l'offre, ce qui a profité relativement davantage aux personnes ayant fait le plus d'études. Un élargissement des possibilités de scolarisation post-primaires aurait contribué à prévenir cet accroissement des inégalités.

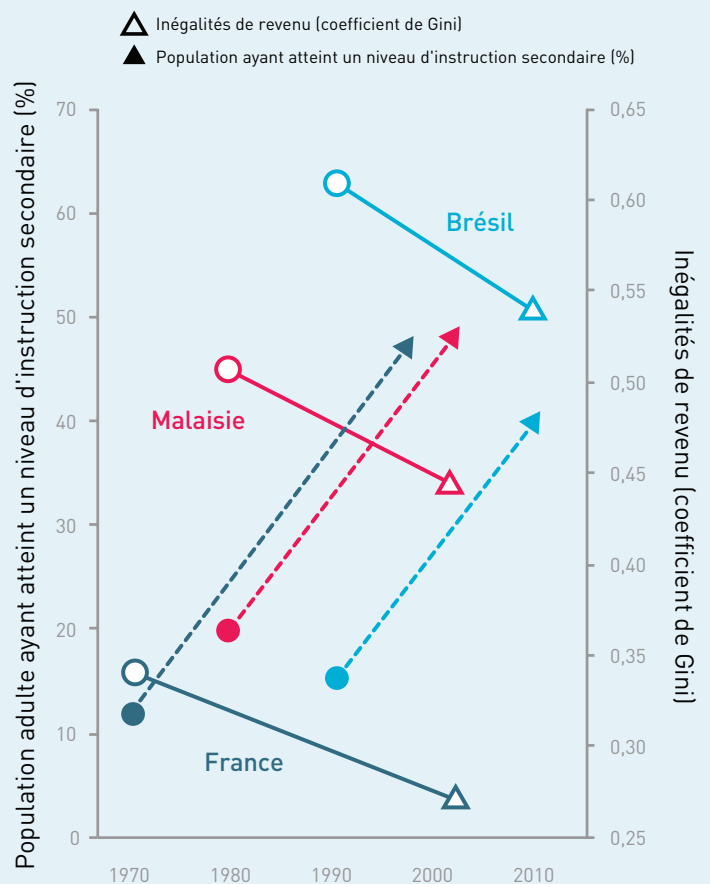
Malgré la tendance à la hausse des inégalités de revenu dans de nombreux pays, on relève pour la première fois depuis deux siècles des signes d'une possible réduction des inégalités mondiales – autrement dit, des inégalités entre

pays –, quoiqu'on parte de niveaux inacceptables. Entre 2002 et 2008, l'indice de Gini du revenu mondial a baissé de 1,4 point de pourcentage, jusqu'à un peu moins de 0,70.

L'expansion de la scolarisation a joué un rôle important en contribuant à réduire l'inégalité de revenu mondiale par la réduction de la pauvreté et la création d'une classe moyenne dans les pays à revenu intermédiaire. Mais cette expansion n'a pas réduit les inégalités de revenu au niveau mondial aussi rapidement qu'elle l'a fait au sein des pays dans la mesure où, au niveau mondial, l'éducation reste encore très inégalement répartie au sein de la population adulte.

ÉLARGIR L'ACCÈS À L'ÉDUCATION PEUT RÉDUIRE LES INÉGALITÉS DE REVENU

Population âgée de 25 ans et plus ayant atteint un niveau d'instruction secondaire et coefficient de Gini des inégalités de revenu en France, en Malaisie et au Brésil, années choisies



Sources : (i) répartition de la population selon le niveau d'instruction atteint : Barro et Lee (2013) ; (ii) inégalités de revenu : UNU/WIDER (2008) (France), Malaysia Economic Planning Unit (2013) (Malaisie), et de Castro (2011) (Brésil).

DÉVELOPPEMENT URBAIN

OBJECTIF PROPOSÉ 11 > Faire des villes et des établissements humains des endroits inclusifs, sûrs, résilients et durables

Le monde s'urbanise rapidement, notamment dans les pays en développement : en 2007, la population urbaine a pour la première fois dépassé la population rurale, et, en 2030, les urbains représenteront 60 % de la population mondiale, et près de 40 % de celle des pays à faible revenu. Si ce mouvement en direction des villes génère beaucoup d'opportunités, l'expérience a montré qu'il s'accompagne également de défis majeurs. Aussi le Groupe de travail ouvert a-t-il fixé des cibles ambitieuses en matière de logement, de transport et d'urbanisme, devant être atteintes d'ici à 2030.

L'éducation s'est traditionnellement développée plus tôt et plus massivement dans les zones urbaines, devenant une des incitations à migrer. L'essor de l'éducation dans les villes attire également des individus ambitieux, talentueux et aimant le risque, et peut stimuler la vitalité, l'innovation et la créativité du marché de l'emploi. Mais, d'un autre côté, la mauvaise qualité de l'éducation dans certains quartiers a été un facteur majeur d'inégalité spatiale, créant un sentiment de dénuement relatif. Lutter contre les inégalités en dispensant une éducation de qualité est l'une des réponses stratégiques utilisées pour stimuler les efforts de renouveau urbain.

La concentration des populations instruites dans les zones urbaines favorise l'innovation et le développement économique locaux.

Les bénéfices de l'éducation ne sont pas seulement recueillis au niveau individuel : la création d'une masse critique de personnes compétentes et qualifiées, souvent accélérée par l'implantation urbaine des institutions d'enseignement supérieur, peut avoir des retombées positives pour d'autres travailleurs. Une analyse de l'industrie manufacturière aux États-Unis a ainsi montré qu'une augmentation de 1 % de la proportion de diplômés de l'enseignement supérieur dans les villes allait de pair avec une augmentation de la production de 0,5 point de pourcentage. Une autre analyse montre que ces retombées en termes de productivité sont plus importantes entre des industries technologiquement proches, et par conséquent plus liées aux compétences spécifiques acquises grâce au système éducatif. Ceci suggère que la concentration du capital humain dans les zones urbaines favorise la production et le partage des connaissances, un fait constaté également sur les plateformes technologiques urbaines de pays plus pauvres, comme en Inde.

L'éducation aide à surmonter les difficultés de la vie en ville. Si l'expansion de l'éducation stimule la productivité économique, elle a parfois aussi des conséquences négatives. Ainsi, les habitants plus instruits des villes en rapide croissance du monde ont plus de chances de posséder un véhicule privé et sont moins prêts à y renoncer, malgré les dégâts environnementaux causés par les embouteillages et la pollution de l'air. Selon les statistiques de la qualité

de l'air transmises par 42 villes chinoises au cours de la période 2001-2011, plus le pourcentage d'étudiants dans l'enseignement supérieur est élevé, plus l'indice de pollution atmosphérique augmente. Par contre, avec le temps, des approches innovantes du développement urbain durable font leur apparition dans les villes ayant créé des réseaux entre les instituts de recherche et d'autres pôles de savoir, comme c'est le cas, par exemple, à Stockholm ou à Singapour. L'éducation peut donc apporter aux individus les compétences nécessaires pour surmonter les défis de l'urbanisation.

La criminalité est une autre conséquence négative et coûteuse associée à la vie urbaine. La scolarisation augmente les retours au travail et peut donc réduire l'incidence de la criminalité en rendant les comportements illicites moins attractifs, surtout s'ils conduisent à coup sûr à la prison. Aux États-Unis, l'obtention d'un diplôme de l'enseignement secondaire a été associé à une baisse des taux d'incarcération, notamment pour des formes graves de criminalité comme les meurtres ou les agressions. Aux Pays-Bas, plus le niveau d'instruction est élevé, plus le désir de respecter les normes sociales est grand chez les personnes coupables de petits délits.

Une éducation équitable est un outil crucial pour s'attaquer aux racines du mécontentement urbain.

Les atteintes à la sécurité personnelle ou familiale naissent souvent de l'insatisfaction causée par une exclusion massive et de fortes inégalités intra-urbaines. La ghettoïsation de certains quartiers et les ensembles résidentiels fermés sont plus fréquents dans les villes où les possibilités sont très inégalement réparties. Les migrants ruraux pauvres se concentrant (souvent clandestinement) dans des zones non réglementées, de nombreux gouvernements ont une attitude ambivalente vis-à-vis de la distribution à ces occupants irréguliers des mêmes services d'eau, d'assainissement, de santé et d'éducation qu'aux autres résidents urbains. Ceci est dû en partie à des obstacles administratifs, mais souvent aussi à la conviction fautive qu'en améliorant les conditions au sein de ces quartiers informels, on court le risque d'accélérer la migration vers les villes.

La négligence des autorités publiques se traduit souvent par une offre éducative de moins bonne qualité dans les bidonvilles urbains par comparaison aux zones rurales. Au Bangladesh, en 2007, par exemple, les taux nets de fréquentation de l'enseignement secondaire ne dépassait pas 12 % dans les quartiers de bidonvilles métropolitains, contre 37 % dans les zones rurales et 46 % dans d'autres zones urbaines. Dans les pays en développement, ceci a entraîné l'apparition de services éducatifs privés dans de nombreux bidonvilles urbains. Cette offre n'est toutefois pas suffisante pour permettre à leurs habitants de rattraper leur retard.

PRÉSERVATION/RÉSILIENCE ENVIRONNEMENTALE

OBJECTIFS PROPOSÉS 12, 13, 14 ET 15:

- > Garantir des modèles durables de consommation et de production
- > Agir d'urgence pour lutter contre le changement climatique et ses impacts
- > Préserver et utiliser de manière durable les océans, mers et ressources marines pour le développement durable
- > Protéger, restaurer et promouvoir une utilisation durable des écosystèmes terrestres, gérer les forêts de manière durable, lutter contre la désertification, stopper et remédier à la dégradation des terres et mettre fin à la perte de biodiversité

Les multiples menaces posées par la dégradation de l'environnement et le changement climatique ont revêtu une urgence sans précédent. En améliorant les connaissances, en instillant des valeurs, en renforçant les convictions et en modifiant les attitudes, l'éducation dispose d'un pouvoir considérable de changer les modes de vie et les comportements préjudiciables à l'environnement. Comme il est de plus en plus clair que l'action humaine est à l'origine de la dégradation de l'environnement et des changements climatiques, essentiellement causés par l'émission de gaz à effet de serre, l'attention se tourne vers l'éducation et la nécessité d'exploiter ce potentiel.

L'amélioration du niveau d'instruction ne se traduit pas automatiquement par un comportement plus respectueux de l'environnement. Néanmoins, comme l'a noté l'influent Rapport Stern sur le changement climatique, « les gouvernements peuvent servir de catalyseur pour le dialogue grâce aux preuves, à l'éducation, à la persuasion et à la discussion. Éduquer sur le changement climatique ceux qui sont actuellement à l'école contribuera à façonner et à soutenir l'élaboration des décisions futures ; d'autre part, un débat public et international de grande envergure encouragera les responsables politiques d'aujourd'hui à adopter une action vigoureuse dès à présent. »

Certes, les personnes plus instruites ont souvent des styles de vie préjudiciables à l'environnement, en partie parce que les conséquences du changement climatique ne sont pas encore perceptibles par la grande majorité de la population et que beaucoup n'y voient encore qu'une lointaine menace. Mais lorsque des populations sont confrontées à des défis majeurs, elles parviennent à secouer l'inertie des attitudes passées – et les premiers à réagir sont aussi les plus instruits.

L'éducation améliore la sensibilisation et le souci de l'environnement. Un des rôles clés de l'éducation consiste à améliorer la compréhension scientifique du changement climatique et des autres problèmes environnementaux. Les élèves qui ont obtenu les meilleures notes en sciences de l'environnement dans les 57 pays participant à l'enquête PISA de 2006 se sont aussi déclarés plus sensibilisés aux problématiques environnementales complexes. Par exemple,

dans les 30 pays de l'OCDE qui ont participé à l'enquête, l'accroissement d'une unité de l'indice de la sensibilisation a été associé à un accroissement de 35 points de l'indice des résultats dans les sciences environnementales.

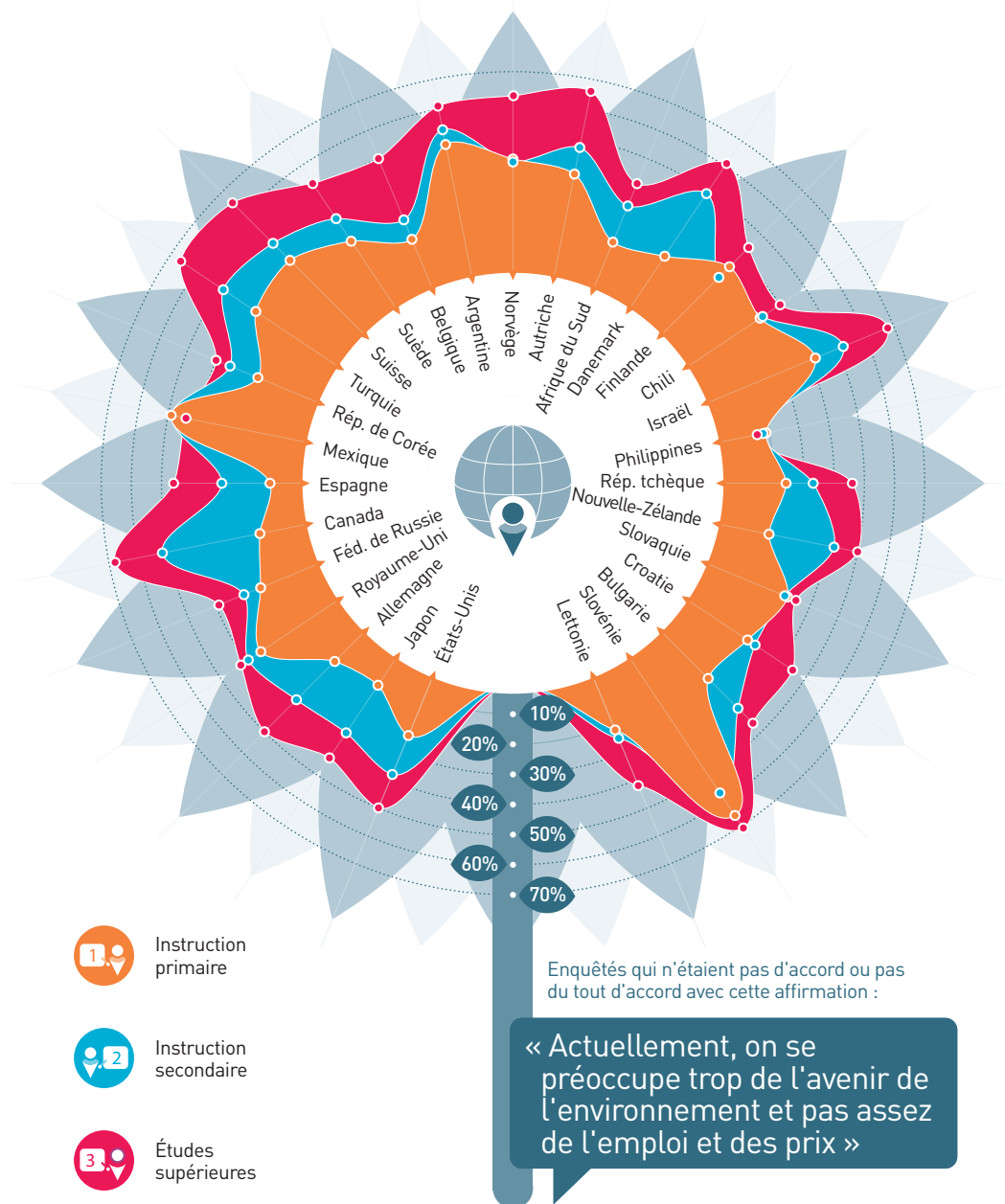
Dans 47 pays couverts par l'Enquête mondiale sur les valeurs 2005-2008, plus le niveau d'instruction d'une personne était élevé, plus il était probable qu'elle se préoccupe de l'environnement. En outre, selon l'Enquête mondiale sur les valeurs 2010-2012, lorsqu'on demandait aux personnes interrogées de choisir entre la protection de l'environnement et la relance économique, les personnes ayant un niveau d'instruction secondaire se montraient plus favorables à l'environnement que celles qui n'avaient pas atteint ce niveau.

Les données du Programme d'enquête sociale internationale portant sur 29 pays principalement à revenu élevé ont également montré que la part des personnes en désaccord avec l'idée qu'on se soucie trop de l'environnement passe de 25 % pour celles n'ayant pas achevé l'enseignement secondaire à 46 % pour celles ayant fait des études tertiaires.

L'éducation favorise les changements de comportement en incitant les citoyens à s'engager davantage. Les personnes plus instruites ont non seulement tendance à être plus concernées par les questions environnementales, mais elles se mobilisent aussi pour promouvoir et soutenir les décisions politiques en faveur de l'environnement, une pression essentielle pour pousser les gouvernements à signer les accords contraignants nécessaires à la réduction des niveaux d'émissions.

Dans presque tous les pays participants à l'édition 2010 du Programme d'enquête sociale internationale, il y a une probabilité accrue que les répondants plus instruits aient signé une pétition, fait un don monétaire ou participé à une protestation ou à une manifestation en faveur de l'environnement au cours des cinq dernières années. En Allemagne, alors que 12 % des répondants n'ayant pas achevé l'enseignement secondaire ont entrepris ce type d'action politique, la proportion passe à 26 % des personnes ayant fait des études secondaires à 46 % de celles ayant fait des études tertiaires.

UN NIVEAU ÉDUCATIF ACCRU CONDUIT À UN PLUS GRAND RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT



Une analyse de l'enquête Global Warming Citizen Survey aux États-Unis a également montré que plus le niveau d'instruction des répondants est élevé, plus leur activisme est important en termes de soutien aux politiques, de participation à l'écologie politique et de comportement respectueux de l'environnement.

L'éducation aide aussi les populations à s'adapter aux conséquences du changement climatique. La nécessité de s'adapter est de plus en plus urgente pour de nombreuses populations confrontées à la hausse des températures, à l'élévation du niveau des mers et à une fréquence accrue des événements météorologiques extrêmes. L'adaptation est particulièrement importante pour les pays plus pauvres où la capacité d'action du gouvernement est la plus limitée et où les menaces pesant sur les moyens d'existence seront le plus durement ressenties. Les agriculteurs des pays à faible

revenu sont particulièrement vulnérables au changement climatique, car ils sont fortement dépendants de l'agriculture pluviale. Une enquête effectuée auprès d'agriculteurs d'Afrique du Sud, du Burkina Faso, du Cameroun, d'Égypte, d'Éthiopie, du Ghana, du Kenya, du Niger, du Sénégal et de Zambie a montré que les agriculteurs instruits ont plus de probabilités de s'adapter au moins d'une manière : une année d'études réduit la probabilité de non-adaptation de 1,6 %.

Bien que cela reste difficile à prouver, on sait que l'éducation aide les populations à s'adapter et réduit leur vulnérabilité face aux conséquences du changement climatique. L'éducation doit donc figurer parmi les stratégies visant à prévenir les catastrophes naturelles et autres, car elle permet d'améliorer la compréhension des risques, de la nécessité de s'adapter et des mesures susceptibles d'atténuer l'impact de ce changement sur les moyens d'existence.

DES SOCIÉTÉS PACIFIQUES, JUSTES ET INCLUSIVES

OBJECTIF PROPOSÉ 16 > Promouvoir des sociétés pacifiques et inclusives dans le cadre du développement durable, permettre un accès à la justice pour tous et mettre en place des institutions efficaces, responsables et inclusives à tous les niveaux

Le rôle fondamental de l'éducation dans la promotion des droits de l'homme et de l'état de droit est garanti par la Déclaration universelle des droits de l'homme qui stipule que « tous les individus et tous les organes de la société (...) s'efforcent, par l'enseignement et l'éducation, de développer le respect de ces droits et libertés ». Une éducation de qualité permet aux individus de se faire une idée éclairée des problèmes qui les concernent et de prendre une part plus active et plus constructive au débat politique national et local. Cependant, dans de nombreuses régions du monde, les droits de l'homme et la confiance des citoyens dans le gouvernement sont mis à mal par des élections entachées d'irrégularités, la corruption et la faiblesse du système judiciaire. Lorsque des groupes marginalisés se sentent incapables d'exprimer leurs préoccupations, ces problèmes peuvent conduire au conflit.

L'éducation renforce la prise de décision inclusive, participative et représentative. L'analyse des sondages d'opinion dans 36 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine montre que l'éducation est associée à une plus forte participation électorale. Cette relation est plus forte dans les pays où les niveaux moyens d'instruction sont plus faibles, comme c'est le cas – s'agissant de l'Amérique latine – en El Salvador, au Guatemala ou au Paraguay, par rapport à des pays où les niveaux moyens d'instruction sont plus élevés, comme l'Argentine ou le Chili.

La participation à la prise de décision ne s'arrête pas au bulletin de vote. En Inde, dans les États du Madhya Pradesh et du Rajasthan, l'éducation a été associée de manière positive au fait de faire campagne, de discuter des problèmes électoraux, de participer à des meetings et d'établir des contacts avec les responsables gouvernementaux locaux. Dans l'État du Bengale occidental, plus le niveau d'instruction est élevé dans un ménage, plus ses membres ont de chances de participer au conseil villageois semestriel, et de poser des questions lors de ces réunions.

L'éducation est un mécanisme clé pour développer la tolérance à l'égard de la diversité. En Amérique latine, les personnes ayant fait des études secondaires ont une probabilité plus faible que les personnes ayant fait des études primaires d'exprimer de l'intolérance vis-à-vis de personnes d'une autre race (47 % de moins). Dans les États arabes, les personnes ayant fait des études secondaires ont une probabilité réduite de 14 %, par rapport à ceux

n'ayant fait que des études primaires, d'exprimer de l'intolérance à l'égard des personnes d'une autre religion. En Afrique subsaharienne, par rapport aux individus n'ayant pas achevé l'enseignement primaire, ceux qui ont fait des études secondaires présentent 23 % de probabilités en moins d'exprimer une intolérance à l'égard de personnes infectées par le VIH. En Europe centrale et orientale, les personnes ayant fait des études secondaires ont 16 % de probabilité de moins d'exprimer une intolérance à l'égard des immigrants par rapport à ceux qui n'ont pas achevé l'enseignement secondaire.

L'éducation ne modifie pas seulement les attitudes. En Inde, seulement 4 % environ de tous les candidats aux assemblées des États étaient des femmes et chaque candidate n'obtenait que 5 % environ de l'ensemble des voix. Une réduction de moitié de l'écart d'alphabétisation entre les sexes augmenterait la proportion de candidates de 21 %, et la proportion des voix obtenues par les candidates de 17 %.

L'éducation contribue à prévenir les conflits et à en apaiser les conséquences. Même si un faible niveau éducatif ne mène pas obligatoirement aux conflits, il n'en constitue pas moins un facteur de risque important. Si le taux de scolarisation des garçons dans le secondaire était supérieur de 10 points de pourcentage à la moyenne, le risque de guerre serait réduit d'un quart. Le risque de conflit est plus élevé dans les pays ayant à la fois un niveau d'instruction faible des hommes et une forte population de jeunes. Lorsque le ratio de la population jeune à la population adulte se situe à 38 %, le fait de doubler le pourcentage de jeunes ayant un niveau d'instruction secondaire, de 30 % à 60 %, aurait pour corollaire de réduire de moitié le risque de conflit.

Toute injustice perçue en matière d'accès à l'éducation peut renforcer les désillusions par rapport à l'autorité centrale. Selon une étude portant sur 55 pays à faible et à moyen revenu pour la période 1986-2003, le niveau des inégalités dans l'éducation a doublé, mais la probabilité de conflit a plus que doublé, passant de 3,8 % à 9,5 %.

Il en est de même des autres formes de violence. Dans 55 grandes villes d'Afrique subsaharienne et d'Asie entre 1960 et 2006, un accroissement du pourcentage de la population jeune masculine ayant fait des études secondaires était lié à une réduction du nombre d'événements mortels.



Fotografía: UNESCO/Hugo Infante

« Dans cette école, nous enseignons aux enfants à respecter les étrangers, parce que nous accueillons aussi des enfants péruviens, boliviens et colombiens. Nous leur apprenons à se montrer tolérants les uns envers les autres. »

— LILIAN, maestra de Chile

On peut exploiter davantage le pouvoir transformateur de l'éducation. Le Liban est un pays divers, déchiré par de profondes divisions sectaires. À la fin de la guerre civile, en 1990, une réforme de grande ampleur a apporté des changements dans les programmes scolaires, les manuels et la formation des enseignants, comme moyen de tenter une réconciliation. Mais la plupart des écoles secondaires continuent d'être séparées. L'enseignement de l'instruction civique reste disciplinaire, dans un environnement de classe et d'école autoritaire et hiérarchique, y compris dans les établissements publics. Les élèves de 11e année étaient deux fois plus nombreux à faire confiance aux partis sectaires dans les écoles appliquant une approche passive de l'instruction civique que dans les écoles appliquant une approche active.

L'éducation contribue à limiter la corruption politique.

L'éducation crée le soutien au contrôle institutionnel nécessaire pour détecter et sanctionner les abus de fonction, et abaisse le niveau de tolérance à la corruption. Au Brésil, par exemple, alors que 53 % des électeurs sans instruction ont déclaré vouloir apporter leur soutien à un homme politique corrompu mais compétent, les répondants ayant suivi au moins le premier cycle de l'université ne sont que 25 % à être d'accord avec cette affirmation.

Un niveau d'instruction supérieur accroît la probabilité que les citoyens résistent davantage à la corruption en adressant des plaintes aux administrations, surtout parce qu'ils disposent des informations nécessaires pour déposer une plainte et se défendre. Dans 31 pays qui ont participé à l'enquête du World Justice Project de 2009-2011, les

personnes ayant fait des études secondaires avaient un sixième de probabilité de plus que la moyenne de se plaindre des carences des services publics, et ceux ayant fait des études supérieures un tiers de probabilité de plus de le faire.

L'éducation est essentielle au fonctionnement de la justice.

Des citoyens plus instruits sont mieux à même de faire valoir leurs droits et de ne pas être exclus du système judiciaire. En Sierra Leone, nombreuses sont les personnes sans instruction qui ne peuvent pas recourir au système judiciaire formel car l'anglais est la langue utilisée dans les tribunaux. Il arrive que des traducteurs interprètent en krio, la langue véhiculaire, mais certaines personnes ne parlent que les langues locales pour lesquelles les interprètes font défaut. Les accusés les moins instruits se trouvent facilement isolés dans un système qui devrait prendre leurs droits en compte.

Les systèmes éducatifs jouent un rôle crucial en formant les professionnels de la justice. Même les tribunaux non formels, créés pour favoriser l'accès à la justice des personnes moins instruites, portent le poids de l'analphabétisme. En Érythrée, des tribunaux villageois ont été institués en tant que première instance du système judiciaire, pour le règlement à l'amiable des différends, mais plusieurs sages nommés juges étaient analphabètes et n'avaient pas de formation juridique de base. De nombreuses décisions ont ainsi disparu entre les deux systèmes, n'étant fondées ni sur le droit coutumier ni sur les lois nationales.

Conclusion

L'éducation peut accélérer de multiples façons les progrès vers la réalisation de chacun des objectifs du développement durable proposés pour 2015 et au-delà. Non seulement elle est un droit humain fondamental, mais, comme le montre le présent document, elle est aussi une des clés du développement. L'éducation permet aux individus, et aux femmes en particulier, d'aspirer à des vies saines, épanouies, constructives et résilientes. Elle les aide à mieux faire entendre leur voix au niveau communautaire, national et mondial. Elle leur ouvre de nouvelles perspectives d'emploi et d'ascension sociale. En un mot, l'éducation a un impact considérable dans de nombreux secteurs du développement. Elle devrait donc constituer une des pièces maîtresses du cadre de développement pour l'après-2015. Les engagements politiques et financiers des pays et des donateurs en faveur de l'éducation doivent être obtenus et renouvelés. Il est urgent de resserrer la collaboration entre les secteurs pour permettre à ces synergies de se créer et de s'enraciner.

« Les écoles et les enseignants, même les meilleurs, ne peuvent atteindre leur but si les élèves sont absents ou trop affamés pour apprendre. L'alimentation scolaire est un outil essentiel pour donner aux enfants l'énergie nécessaire pour se concentrer et apprendre, et inciter les parents à envoyer leurs enfants à l'école, notamment les filles. L'initiative conjointe de l'UNESCO, de l'UNICEF et du PAM intitulée "Nourrir les corps, nourrir les esprits" est un excellent exemple du type de collaboration holistique qui nous permettra de réaliser l'éducation pour tous après 2015. »

— ERTHARIN COUSIN, Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial

INITIATIVE MONDIALE POUR L'ÉDUCATION AVANT TOUT

Lancée par le Secrétaire général des Nations Unies en septembre 2012, cette initiative vise à accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs de l'Éducation pour tous et des Objectifs du Millénaire pour le développement consacrés à l'éducation. Elle a trois priorités : scolariser tous les enfants, améliorer la qualité de l'apprentissage et favoriser la citoyenneté mondiale. Elle consiste en un effort de plaidoyer multipartites prenantes et un point de ralliement destiné à inciter les partenaires à prendre des engagements et à mobiliser des ressources à l'appui des efforts mondiaux d'éducation. Elle mobilise aussi les engagements au plus haut niveau politique et peut compter sur 16 pays champions pour servir d'exemple et catalyser le soutien politique et financier en faveur de l'éducation au sein des gouvernements.

« Les filles instruites ont généralement des enfants plus tard et des familles plus petites. Elles risquent moins de mourir au cours de la grossesse ou de l'accouchement, et leurs enfants ont plus de chances de survivre après l'âge de 5 ans et de réussir ensuite à l'école et dans la vie. Les femmes qui sont allées à l'école sont mieux équipées pour se protéger elles-mêmes et protéger leurs enfants de la malnutrition, des maladies mortelles, de la traite et de l'exploitation sexuelle. »

— ERNA SOLBERG, Première Ministre de Norvège, et GRAÇA MACHEL, Présidente de la Fondation pour le développement communautaire et fondatrice du Graça Machel Trust

RÉFÉRENCES

RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

La population pauvre: United Nations. 2013. The Millennium Development Goals Report 2013. New York, United Nations.

Les retours de l'éducation: Montenegro, C. E. and Patrinos, H. A. 2012. Returns to Schooling Around the World. Washington, DC, World Bank.

El Salvador: Understanding Children's Work. 2012. Youth disadvantage in the labour market: empirical evidence from nine developing countries. Background paper for EFA Global Monitoring Report 2012.

Ouganda: Fox, L. and Sohnesen, T. P. 2012. Household Enterprises in Sub-Saharan Africa: Why They Matter for Growth, Jobs, and Livelihoods. Washington, DC, World Bank (Policy Research Working Paper, 6184.)

Thaïlande: Pawasutpaisit, A. and Townsend, R. M. 2011. Wealth accumulation and factors accounting for success. *Journal of Econometrics*, Vol. 161, No. 1, pp. 56-81.

Les revenus des agriculteurs: (1) Utilization of fertilizer, e.g. Ethiopia: Asfaw, A. and Admassie, A. 2004. The role of education on the adoption of chemical fertiliser under different socioeconomic environments in Ethiopia. *Agricultural Economics*, Vol. 30, No. 3, pp. 215-28. (2) Soil conservation and erosion-control measures, e.g. Nepal: Tiwari, K. R., Sitaula, B. K., Nyborg, I. L. P. and Paudel, G. S. 2008. Determinants of farmers' adoption of improved soil conservation technology in a middle mountain watershed of central Nepal. *Environmental Management*, Vol. 42, No. 2, pp. 210-22. (3) Cash crops, e.g. Mozambique: Bandiera, O. and Rasul, I. 2006. Social networks and technology adoption in northern Mozambique. *The Economic Journal*, Vol. 116, No. 514, pp. 869-902.

Chine: Yang, D. T. 2004. Education and allocative efficiency: household income growth during rural reforms in China. *Journal of Development Economics*, Vol. 74, No. 1, pp. 137-62; Yang, D. T. and An, M. Y. 2002. Human capital, entrepreneurship, and farm household earnings. *Journal of Development Economics*, Vol. 68, No. 1, pp. 65-88.

Ethiopie: World Bank. 2013. World Development Indicators. Washington, DC, World Bank. <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators> (Accessed 2 August 2013.); Dercon, S., Hoddinott, J. and Woldehanna, T. 2012. Growth and chronic poverty: evidence from rural communities in Ethiopia. *Journal of Development Studies*, Vol. 48, No. 2, pp. 238-53.

Viet Nam: Baulch, B. and Dat, V. H. 2011. Poverty dynamics in Vietnam, 2002 to 2006. Baulch, B. (ed.), *Why Poverty Persists: Poverty Dynamics in Asia and Africa*. Cheltenham, U.K., Edward Elgar.

Guatemala: Behrman, J., Murphy, A., Quisumbing, A. and Yount, K. 2009. Are Returns to Mothers' Human Capital Realized in the Next Generation? The Impact of Mothers' Intellectual Human Capital and Long-run Nutritional Status on Children's Human Capital in Guatemala. Washington, DC, International Food Policy Research Institute. (Discussion Paper, 850.); Behrman, J. R., Hoddinott, J., Maluccio, J. and Martorell, R. 2010. Brains Versus Brawn: Labor Market Returns to Intellectual and Physical Health Human Capital in a Developing Country. Washington, DC, International Food Policy Research Institute. (Unpublished.)

Sénégal: Lambert, S., Ravallion, M. and van de Walle, D. 2011. Is It What You Inherited or What You Learnt? Intergenerational Linkage and Interpersonal Inequality in Senegal. Washington, DC, World Bank. (Policy Research Working Paper, 5658.)

AMÉLIORATION DE LA NUTRITION

Population souffrant de la faim: FAO, WFP and IFAD. 2012. The State of Food Insecurity in the World: Economic Growth is Necessary but not Sufficient to Accelerate Reduction of Hunger and Malnutrition. Rome, Food and Agriculture Organization of the United Nations.

La croissance des enfants: Black, R. E., Allen, L. H., Bhutta, Z. A., Caulfield, L. E., De Onis, M., Ezzati, M., Mathers, C. and Rivera, J. 2008. Maternal and child undernutrition: global and regional exposures and health consequences. *The Lancet*, Vol. 371, No. 9608, pp. 243-60.

L'éducation des mères et la nutrition: EFA Global Monitoring Report team analysis (2013), based on Demographic and Health Survey data from 2005-2011; UNICEF, WHO and World Bank. 2013. Joint Child Malnutrition Estimates. New York/Geneva, Switzerland/Washington, DC, UNICEF/World Health Organization/World Bank. <http://data.worldbank.org/child-malnutrition/compare-regional-prevalence> (Accessed 3 October 2013.)

L'Inde et le Pérou: Sabates, R. 2013. Can maternal education hinder, sustain or enhance the benefits of early life interventions?, Background paper for EFA Global Monitoring Report 2013/2014.

Bangladesh: Rashid, D. A., Smith, L. C. and Rahman, T. 2011. Determinants of dietary quality: evidence from Bangladesh. *World Development*, Vol. 39, No. 12, pp. 2221-31.

Indonésie: Semba, R. D., de Pee, S., Sun, K., Sari, M., Akhter, N. and Bloem, M. W. 2008. Effect of parental formal education on risk of child stunting in Indonesia and Bangladesh: a cross-sectional study. *The Lancet*, Vol. 371, No. 9609, pp. 322-28.

Obésité: Devaux, M., Sassi, F., Church, J., Cecchini, M. and Borgonovi, F. 2011. Exploring the relationship between education and obesity. *OECD Journal: Economic Studies*, Vol. 2011, No. 1, pp. 121-59.

GAINS DE SANTÉ

L'éducation des mères a sauvé des millions de vies d'enfants

Nombre de décès d'enfants: Inter-agency Group for Child Mortality Estimation. 2012. Levels and Trends in Child Mortality: Report 2012. New York/Geneva, Switzerland/Washington, DC, United Nations Inter-agency Group for Child Mortality Estimation.

L'impact de l'éducation des mères sur la mortalité infantile: Gakidou, E., Cowling, K., Lozano, R. and Murray, C. J. L. 2010. Increased educational attainment and its effect on child mortality in 175 countries between 1970 and 2009: a systematic analysis. *The Lancet*, Vol. 376, No. 9745, pp. 959-74.

L'impact de l'éducation sur la mortalité infantile (infographique): Gakidou, E. 2013. Education, literacy and health outcomes. Background paper for EFA Global Monitoring Report 2013/2014.

Mortalité des moins de 5 ans: Liu, L., Johnson, H. L., Cousens, S., Perin, J., Scott, S., Lawn, J. E., Rudan, I., Campbell, H., Cibulskis, R. and Li, M. 2012. Global, regional, and national causes of child mortality: an updated systematic analysis for 2010 with time trends since 2000. *The Lancet*, Vol. 379, No. 9832, pp. 2151-61.

Les mères instruites et les sages-femmes: EFA Global Monitoring Report team calculations based on Demographic and Health Survey data from 2005-2011.

Education et vaccination: Gakidou, E. 2013. Education, literacy and health outcomes. Background paper for EFA Global Monitoring Report 2013/2014.

Mortalité due à la pneumonie: UNICEF. 2012. Committing to Child Survival: a Promise Renewed – Progress Report 2012. New York, UNICEF.

L'impact de l'éducation sur le taux de mortalité: Gakidou, E. 2013. Education, literacy and health outcomes, Background paper for EFA Global Monitoring Report 2013/2014.

Les facteurs de la pneumonie: Rudan, I., Boschi-Pinto, C., Biloglav, Z., Mulholland, K. and Campbell, H. 2008. Epidemiology and etiology of childhood pneumonia. *Bulletin of the World Health Organization*, Vol. 86, No. 5, pp. 408-16.

La diarrhée infantile: UNICEF. 2012. Committing to Child Survival: a Promise Renewed – Progress Report 2012. New York, UNICEF.

L'impact de l'éducation sur la prévention de la diarrhée : Gakidou, E. 2013. Education, literacy and health outcomes. Background paper for EFA Global Monitoring Report 2013/2014.

L'impact de l'éducation sur les symptômes de la diarrhée: EFA Global Monitoring Report team calculations based on Demographic and Health Survey data from 2005-2011.

Taux de mortalité des mères: WHO. 2012. Trends in maternal mortality: 1990 to 2010, WHO, UNICEF, UNFPA and World Bank estimates. Geneva, Switzerland, World Health Organization.

L'impact de l'éducation sur la mortalité des mères: Bhalotra, S. and Clarke, D. 2013. Educational attainment and maternal mortality. Background paper for EFA Global Monitoring Report 2013/2014.

L'éducation joue un rôle majeur dans la prévention des maladies

L'éducation et les auto-déclarations de mauvaise santé: Witvliet, M. I., Kunst, A. E., Stronks, K. and Arah, O. A. 2012. Variations between world regions in individual health: a multilevel analysis of the role of socio-economic factors. *The European Journal of Public Health*, Vol. 22, No. 2, pp. 284-89.

République démocratique du Congo: Ndjinga, J. K. and Minakawa, N. 2010. The importance of education to increase the use of bed nets in villages outside of Kinshasa, Democratic Republic of the Congo. *Malaria Journal*, Vol. 9, pp. 279-84.

L'éducation et le paludisme: Fullman, N., Burstein, R., Lim, S. S., Medlin, C. and Gakidou, E. 2013. Nets, spray or both? The effectiveness of insecticide-treated nets and indoor residual spraying in reducing malaria morbidity and child mortality in sub-Saharan Africa. *Malaria Journal*, Vol. 12, p. 62.

L'éducation et le VIH/sida: Iorio, D. and Santaeuàlia-Llopis, R. 2011. Education, HIV status, and risky sexual behavior: how much does the stage of the HIV epidemic matter? St Louis, Mo., Washington University in St. Louis. (Unpublished.)

Global: Hargreaves, J. R., Bonell, C. P., Boler, T., Boccia, D., Birdthistle, I., Fletcher, A., Pronyk, P. M. and Glynn, J. R. 2008. Systematic review exploring time trends in the association between educational attainment and risk of HIV infection in sub-Saharan Africa. *Aids*, Vol. 22, No. 3, pp. 403-14.

Zimbabwe: Halperin, D. T., Mugurungi, O., Hallett, T. B., Muchini, B., Campbell, B., Magure, T., Benedikt, C. and Gregson, S. 2011. A surprising prevention success: why did the HIV epidemic decline in Zimbabwe? *PLoS Medicine*, Vol. 8, No. 2.

Incidence des maladies non transmissibles: Salomon, J. A., Wang, H., Freeman, M. K., Vos, T., Flaxman, A. D., Lopez, A. D. and Murray, C. J. L. 2012. Healthy life expectancy for 187 countries, 1990-2010: a systematic analysis for the Global Burden Disease Study 2010. *The Lancet*, Vol. 380, No. 9859, pp. 2144-62.

Le tabac: WHO. 2013. Tobacco: Fact sheet N°339. Geneva, Switzerland, World Health Organization. <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs339/en/index.html> [Accessed 18/02/2013]

Etats-Unis: de Walque, D. 2007. Does education affect smoking behaviors? Evidence using the Vietnam draft as an instrument for college education. *Journal of Health Economics*, Vol. 26, No. 5, pp. 877-95; De Walque. 2010. Education, information, and smoking decisions: evidence from smoking histories in the United States, 1940-2000. *Journal of Human Resources*, Vol. 45, No. 3, pp. 682-717.

Bangladesh, Egypte et Philippines: Palipudi, K. M., Gupta, P. C., Sinha, D. N., Andes, L. J., Asma, S. and McAfee, T. 2012. Social determinants of health and tobacco use in thirteen low and middle income countries: evidence from Global Adult Tobacco Survey. *PLoS ONE*, Vol. 7, No. 3, p. e33466.

OFFRE ÉDUCATIVE

La stimulation du développement cognitif: Walker, S. P., Wachs, T. D., Grantham-McGregor, S., Black, M. M., Nelson, C. A., Huffman, S. L., Baker-Henningham, H., Chang, S. M., Hamadani, J. D., Lozoff, B., Meeks Gardner, J. M., Powell, C. A., Rahman, A. and Richter, L. 2011. Inequality in early childhood: risk and protective factors for early child development. *The Lancet*, Vol. 378, No. 9799, pp. 1325-38.

Amerique latine, Afrique subsaharienne et Asie du Sud et du Sud-est: Grantham-McGregor, S., Fernald, L. C. H., Kagawa, R. M. C. and Walker, S. 2014. Effects of integrated child development and nutrition interventions on child development and nutritional status. *Annals of the New York Academy of Sciences*, Vol. 1308, pp. 11-32.

Argentine: Berlinski, S., Galiani, S. and Gertler, P. 2009. The effect of pre-primary education on primary school performance. *Journal of Public Economics*, Vol. 93, No. 1-2, pp. 219-34.

Bangladesh: Aboud, F. E. and Hossain, K. 2011. The impact of preprimary school on primary school achievement in Bangladesh. *Early Childhood Research Quarterly*, Vol. 26, No. 2, pp. 237-46.

Enquêtes dans 56 pays: Bhalotra, S., Harttgen, K. and Klasen, S. 2013. Trends in intergenerational mobility in education. Background paper for EFA Global Monitoring Report 2013/2014.

Enquêtes dans 24 pays europeens: Baslevent, C. and Kirmanoglu, H. 2010. Accounting for the heterogeneity in inter-generational links in educational attainment across Europe. *European Research Studies*, Vol. 13, No. 3, pp. 63-82.

Ethiopie, Inde, Perou et Viet Nam: Rolleston, C., James, Z. and Aurino, E. 2013. Exploring the effect of educational opportunity and inequality on learning outcomes in Ethiopia, Peru, India and Viet Nam. Background paper for EFA Global Monitoring Report 2013/14.

Le coût des écoles médiocres: UNESCO. 2014. EFA Global Monitoring Report 2013/14: Teaching and Learning - Achieving Quality for All. Paris, UNESCO.

PISA: OECD. 2013. PISA 2012 Results: Excellence Through Equity - Giving Every Student the Chance to Succeed. Paris, Organisation for Economic Co-operation and Development.

Tracking: Hanushek, E. A. and Woessman, L. 2006. Does educational tracking affect performance and inequality? Differences-in-differences evidence across countries. *The Economic Journal*, Vol. 116, No. 510, pp. C63-C76.

Amérique latine: Lasida, J. and Rodriguez, E. 2006. Entering the World of Work: Results from Six Entra 21 Youth Employment Projects. Baltimore, Md, International Youth Foundation. (Learning Series, 2.)

ÉGALITÉ DES SEXES ET AUTONOMISATION

Mexique: Understanding Children's Work. 2013. Education and employment outcomes. Background paper for EFA Global Monitoring Report 2013/2014.

Inde: Aslam, M. 2013. Empowering women: education and the pathways of change. Background paper for EFA Global Monitoring Report 2013/2014.

L'éducation des femmes et le mariage des enfants: EFA Global Monitoring Report team calculations (2013), based on Demographic and Health Surveys; United Nations. 2011. *World Population Prospects: the 2010 Revision*. New York, United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division.

Sierra Leone: Mocan, N. H. and Cannonier, C. 2012. Empowering Women Through Education: Evidence from Sierra Leone. Cambridge, Mass., National Bureau of Economic Research. (Working Paper Series, 18016.)

Pakistan: Aslam, M. 2013. Empowering women: education and the pathways of change Background paper for EFA Global Monitoring Report 2013/2014.

Brésil: Lam, D. and Duryea, S. 1999. Effects of schooling on fertility, labor supply, and investments in children, with evidence from Brazil. *Journal of Human Resources*, Vol. 34, No. 1, pp. 160-92.

Afrique subsaharienne: EFA Global Monitoring Report team calculations based on Demographic and Health Survey data from 2005-2011.

GESTION DURABLE DE L'EAU ET DE L'ÉNERGIE

Chine et Inde: He, X. F., Cao, H. and Li, F. M. 2007. Econometric analysis of the determinants of adoption of rainwater harvesting and supplementary irrigation technology (RHSIT) in the semiarid Loess Plateau of China. *Agricultural Water Management*, Vol. 89, No. 3, pp. 243-50.

Inde: Jalan, J., Somanathan, E. and Chaudhuri, S. 2009. Awareness and the demand for environmental quality: survey evidence on drinking water in urban India. *Environment and Development Economics*, Vol. 14, No. 6, pp. 665-92.

Pays-Bas: Poortinga, W., Steg, L. and Vlek, C. 2004. Values, environmental concern, and environmental behavior: a study into household energy use. *Environment and Behavior*, Vol. 36, No. 1, pp. 70-93.

Pays de l'OCDE: OECD. 2011. *Greening Household Behaviour: the Role of Public Policy*. Paris, Organisation for Economic Co-operation and Development.

Espagne: Aisa, R. and Larramona, G. 2012. Household water saving: evidence from Spain. *Water Resources Research*, Vol. 48, No. 12, pp. 1-14.

CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Croissance annuelle du PIB: Castelló-Climent, A. 2013. Education and economic growth. Background paper for EFA Global Monitoring Report 2013/2014.

Asie de l'Est, Pacifique et Afrique subsaharienne: Castelló-Climent, A. 2013. Education and economic growth. Background paper for EFA Global Monitoring Report 2013/2014.

Amérique latine, Caraïbes et Guatemala: Castelló-Climent, A. 2013. Education and economic growth. Background paper for EFA Global Monitoring Report 2013/2014.

Mesures de la qualité et des résultats de l'apprentissage: Krueger, A. B. and Lindahl, M. 2001. Education for growth: why and for whom? *Journal of Economic Literature*, Vol. 39, No. 4, pp. 1101-36.

L'éducation comme moteur de croissance: Hanushek, E. A. and Woessmann, L. 2008. The role of cognitive skills in economic development. *Journal of Economic Literature*, Vol. 46, No. 3, pp. 607-68.

Mexique: Hanushek, E. A. and Woessmann, L. 2012. Do better schools lead to more growth? Cognitive skills, economic outcomes, and causation. *Journal of Economic Growth*, Vol. 17, No. 4, pp. 267-321.

RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

L'examen de 64 études: Abdullah A. J., Doucouliagos, H. and Manning E. 2013. Does education reduce income inequality? a meta-regression analysis. *Journal of Economic Surveys* doi: 10.1111/joes.12056

France, Malaisie et Brésil: Barro, R. J. and Lee, J.-W. 2013. Barro-Lee Educational Attainment Dataset. Seoul, Korea University. <http://www.barrolee.com/> (accessed 10 March 2013.).

Inégalités de revenu en France: UNU-WIDER. 2008. World Income Inequality Database. Helsinki, United Nations University, World Institute for Development Economics Research. http://www.wider.unu.edu/research/Database/en_GB/wiid/ (accessed 20 December 2012.)

Inégalités de revenu en Malaisie: Malaysia Economic Planning Unit. 2013. Household Income and Poverty. Kuala Lumpur, Economic Planning Unit, Prime Minister's Department. <http://www.epu.gov.my/en/household-income-poverty> (Accessed 4 February 2013.)

Inégalités de revenu au Brésil: de Castro, J. A. 2011. Política social no Brasil: marco conceitual e análise da ampliação do escopo, escala e gasto público [Social policy in Brazil: conceptual framework and analysis of the expansion of scope, scale and public expenditure]. *Revista Brasileira de Monitoramento e Avaliação*, Vol. 1, pp. 66-95.

China and India: Koujianou-Goldberg, P. and Pavcnik, N. 2007. Distributional effects of globalization in developing countries. *Journal of Economic Literature*, Vol. 45, No. 1, pp. 39-82.

Inégalité entre pays: Milanovic, B. 2012. Global Income Inequality by the Numbers: in History and Now - an Overview. Washington, DC, World Bank. (Policy Research Working Paper, 6259.)

DÉVELOPPEMENT URBAIN

Etats-Unis: Moretti, E. 2004. Workers' education, spillovers, and productivity: evidence from plant-level production functions. *American Economic Review*, Vol. 94, No. 3, pp.656-690.

Chine: He, C. 2012. Air quality in urban China. *Eurasian Geography and Economics*, Vol. 53, No. 6, pp. 750-771.

Stockholm: Economics of Green Cities Programme. 2013. Stockholm: Green Economy Leader Report. London, LSE Cities, London School of Economics and Political Science.

Singapour: Singapore Government. 2009. A lively and liveable Singapore: Strategies for Sustainable Growth. Singapore, Ministry of the Environment and Water Resources and Ministry of National Development.

Etats-Unis: Lochner, L. and E. Moretti. 2004. The effect of education on crime: Evidence from prison inmates, arrests, and self-reports. *American Economic Review*, Vol. 94, No. 1, pp.155-189.

Pays-Bas: Douhou, S., Magnus J. R. and van Soest A. 2011. The perception of small crime. *European Journal of Political Economy*, Vol. 27, No4, pp. 749-763.

Bangladesh: Bangladesh Bureau of Statistics and UNICEF. 2007. Multiple Indicator Cluster Survey, Volume 1: Technical Report. Dhaka, Bangladesh Bureau of Statistics.

PRÉSERVATION /RÉSILIENCE ENVIRONNEMENTALE

Le Rapport Stern: Stern, N. H. 2006. The Economics of Climate Change: The Stern Review London, Her Majesty's Treasury.

Perceptions du changement climatique: Weber, E. U. and Stern, P. C. 2011. Public understanding of climate change in the United States. *American Psychologist*, Vol. 66, No. 4, pp. 315-28.

PISA 2006: OECD. 2009. Green at Fifteen? How 15-year Olds Perform in Environmental Science and Geoscience in PISA 2006. Paris, Organisation of Economic Co-operation and Development.

L'Enquête mondiale sur les valeurs: Kvaløy, B., Finseraas, H. and Listhaug, O. 2012. The public's concern for global warming: a cross-national study of 47 countries. *Journal of Peace Research*, Vol. 49, No. 1, pp. 11-22.

Programme d'enquête sociale internationale: National Centre for Social Research. 2013. Education and attitudes towards the environment. Background paper for EFA Global Monitoring Report 2013/2014.

Allemagne: National Centre for Social Research. 2013. Education and attitudes towards the environment. Background paper for EFA Global Monitoring Report 2013/2014.

Etats-Unis: Lubell, M., Zahran, S. and Vedlitz, A. 2007. Collective action and citizen responses to global warming. *Political Behavior*, Vol. 29, No. 3, pp. 391-413.

Adaptation au changement climatique: Maddison, D. 2007. The Perception of and Adaptation to Climate Change in Africa. Washington, DC, World Bank. (Policy Research Working Paper, 4308.)

DES SOCIÉTÉS PACIFIQUES, JUSTES ET INCLUSIVES

L'éducation et le vote (Afrique, Asie et Amérique Latine): Bratton, M., Chu, Y.-H. and Lagos, M. 2010. Who votes? Implications for new democracies. *Taiwan Journal of Democracy*, Vol. 6, No. 1, pp. 107-36.

L'éducation et le vote (El Salvador, Guatemala, Paraguay, Argentine et Chili): Carreras, M. and Castañeda-Angarita, N. 2013. Who votes in Latin America? A test of three theoretical perspectives. *Comparative Political Studies*.

Madhya Pradesh et Rajasthan: Krishna, A. 2006. Poverty and democratic participation reconsidered: evidence from the local level in India. *Comparative Politics*, Vol. 38, No. 4, pp. 439-58.

Bengale occidental: Bardhan, P., Mitra, S., Mookherjee, D. and Sarkar, A. 2009. Local democracy and clientelism: implications for political stability in rural West Bengal. *Economic and Political Weekly*, Vol. 44, No. 9, pp. 46-58.

L'éducation et la tolérance (Amérique latine, Etats arabes, Afrique subsaharienne, Europe centrale et occidentale): Chzhen, Y. 2013. Education and democratisation: tolerance of diversity, political engagement, and understanding of democracy. Background paper for EFA Global Monitoring Report 2013/2014.

Alphabétisation et vote en Inde: Bhalotra, S., Clots-Figueras, I. and Lyer, L. 2013. Women's political participation and the female-male literacy differential in India. Background paper for EFA Global Monitoring Report 2013/2014.

L'éducation et le risque de guerre: Collier, P. and Hoeffler, A. 2004. Greed and grievance in civil war. *Oxford Economic Papers*, Vol. 56, No. 4, pp. 563-95.

L'éducation et le risque de conflit des pays ayant une forte population de jeunes: Barakat, B. and Urdal, H. 2009. Breaking the Waves? Does Education Mediate the Relationship Between Youth Bulges and Political Violence? Washington, DC, World Bank. (Policy Research Working Paper, 5114.)

Les inégalités de l'éducation et le conflit: Østby, G. 2008. Inequalities, the political environment and civil conflict: evidence from 55 developing countries. Stewart, F. (ed.), *Horizontal Inequalities and Conflict: Understanding Group Violence in Multiethnic Societies*. Basingstoke, UK, Palgrave Macmillan, pp. 136-59.

L'éducation et le nombre d'évènements mortels: Urdal, H. and Hoelscher, K. 2009. Urban Youth Bulges and Social Disorder: An Empirical Study of Asian and Sub-Saharan African Cities. Washington, DC, World Bank (Policy Research Working Paper, 5110.)

Liban: Shuayb, M. 2012. Current models and approaches to social cohesion in secondary education in Lebanon. Shuayb, M. (ed.), *Rethinking Education for Social Cohesion: International Case Studies*. Basingstoke, UK, Palgrave Macmillan.

Brazil: Pereira, C., Rennó, L. and Samuels, D. 2011. Corruption, campaign finance, and reelection. Power, T. J. and Taylor, M. M. (eds), *Corruption and Democracy in Brazil: The Struggle for Accountability*. Notre Dame, Idaho, University of Notre Dame Press.

World Justice Project: Botero, J., Ponce, A. and Shleifer, A. 2012. Education and the Quality of Government. Cambridge, Mass., National Bureau of Economic Research. (NBER Working Paper, 18119.)

Sierra Leone: Castillejo, C. 2009. Building Accountable Justice in Sierra Leone. Madrid, Foundation for International Relations and External Dialogue. (Working Paper, 76.)

Érythré: Andemariam, S. W. 2011. Ensuring Access to Justice Through Community Courts in Eritrea. Rome, International Development Law Organization. (Traditional Justice: Practitioners' Perspectives Working Paper, 3.)



Les bénéfices de l'éducation sont perceptibles dès la naissance dans tous les aspects de la vie. Si nous voulons éliminer la pauvreté et la faim, améliorer la santé, préserver notre planète et bâtir des sociétés plus inclusives, plus résilientes et plus pacifiques, il faut que chaque individu, et en particulier les filles et les femmes, puisse avoir accès à une éducation tout au long de la vie de qualité. Les faits sont sans équivoque : l'éducation sauve des vies et transforme les existences, elle est le fondement de la durabilité. Nous devons donc travailler ensemble dans tous les domaines du développement pour en faire un droit universel.



— IRINA BOKOVA, DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'UNESCO



Ce document est publié en soutien à
L'Initiative mondiale pour l'éducation avant tout
L'Initiative mondiale pour l'éducation du Secrétaire général des Nations Unies



Initiative mondiale pour l'éducation avant tout

Initiative mondiale du Secrétaire général de l'ONU pour l'éducation

www.efareport.unesco.org

Élaboré par une équipe indépendante et publié par l'UNESCO, le Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous est une publication de référence qui a pour objet de documenter, d'orienter et de soutenir les engagements fermes en faveur de l'Éducation pour tous.

Les infographiques de la présente brochure ont été conçus par Information is Beautiful Studio.

Toutes les données mentionnées dans cette note sont issues du Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous.

Publié en 2014
par l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture
7, place de Fontenoy
75352 Paris 07 SP - France

Mise en page : Design Lab 360
Création graphique : Design Lab 360
Imprimé en France par l'UNESCO

© UNESCO 2014
Tous droits réservés